LE BOLCHEVIK

Trimestriel
Mai 2025

N° 239
1 €

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE — LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

La répression vise à empêcher toute résistance

Tous unis pour Anasse, Gaël, Rodrigue et tous les autres !

Il est temps pour l'extrême gauche de se réveiller pour organiser la défensive face aux assauts du gouvernement. Il y a bientôt un an elle clamait victoire à la sortie des urnes parce que le front populaire, dirigé par LFI, avait soi-disant fait barrage au RN. Aujourd'hui le bilan de cette politique mélenchoniste est sans appel : son seul résultat (et son seul objectif, du point de vue de gens comme Hollande) a été de permettre la survie du libéralisme macroniste, précisément le régime dont la détestation alimente le vote RN.

Des gouvernements de droite catholico-laïcards (antimusulmans) toujours plus réactionnaires se succèdent en multipliant les attaques contre travailleurs et minorités. Le RN, loin d'avoir été repoussé, continue de progresser parmi les travailleurs dégoûtés de l'impuissance de la gauche à proposer la moindre opposition sérieuse à Macron. L'élection de Trump marque un tournant dans la politique internationale, et malgré les fanfaronnades de Macron l'impérialisme français va se plier aux exigences des États-Unis. Tôt ou tard va se mettre en place un gouvernement pour y correspondre. Un budget de combat est déjà en préparation pour affamer les travailleurs du pays pour le compte des capitalistes américains, français et allemands.

Mais les bureaucrates syndicaux continuent comme si de rien n'était. Ils continuent de lancer des actions dans le secteur public et semi-public qui sont de moins en moins suivies parce que les travailleurs ont le sentiment que leur seul résultat est d'amputer la paie d'une journée de salaire et de désigner les militants les plus combatifs pour des représailles patronales ; la grève dans la fonction publique du 13 mai est passée presque inaperçue, et de même la semaine d'action à la SNCF début mai, à part dans le Nord de la France (voir notre article page 9).

En résultat, l'avant-garde ouvrière se trouve isolée de la masse des travailleurs. Encore récemment une grève nationale à la SNCF était vue avec sympathie et espoir par beaucoup de travailleurs, qui voyaient dans les cheminots une avant-garde dont la lutte était dans l'intérêt de tous. Aujourd'hui ils ne voient plus que le RN comme étant « contre le système ».

Une partie de l'extrême gauche cherche à se rassurer avec le succès du 8 Mars et de la manifestation contre le racisme du 22 mars, ainsi que l'affluence au Premier Mai. En réalité ces manifestations étaient un baroud d'honneur de la petite bourgeoisie libérale mélenchoniste qui renâcle face à Trump et Retailleau. Et les cortèges syndicaux proprement dits du Premier Mai étaient faméliques, plus faibles que jamais.

En vue des attaques en préparation,

Suite page 10

La crise de la gauche marxiste et les tâches de la LCI

« Mais nous n'oublierons jamais que notre parti est maintenant le levier le plus important de l'Histoire. Sans ce levier, aucun d'entre nous n'est rien. Ce levier en main, nous sommes tout. »

– Léon Trotsky, « La fondation de la IVe Internationale » (octobre 1938)

Nous publions ci-dessous la présentation du camarade Perrault du Secrétariat international de la LCI lors du plénum du Comité exécutif international en avril.

Dans le point précédent de l'ordre du jour, nous avons prédit que la période à venir sera marquée par une offensive des capitalistes. La destruction du monde libéral postsoviétique par les États-Unis provoquera une réduction drastique de la situation économique et sociale de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie dans le monde entier. Nous avons également discuté de la manière dont les dirigeants actuels de la classe ouvrière, que ce soit en Occident, en Chine ou dans le Sud global, sabotent activement la lutte nécessaire contre l'impérialisme états-unien. Contre ces capitulations, nous avons tracé les grandes lignes d'un programme alternatif qui puisse unir le prolétariat, faire face à l'assaut à venir et ouvrir la voie au pouvoir ouvrier [voir les résolutions du plénum publiées dans le nouveau numéro de *Spartacist*].

Mais là nous nous heurtons au problème qui affecte le mouvement marxiste depuis la dégénérescence du Comintern : la crise de la direction révolutionnaire. Comment faire de notre programme une réalité dans la période à venir ? Il va sans dire que la LCI, en tant que minuscule organisation internationale, n'a pas les moyens d'exercer une quelconque influence décisive sur la lutte des masses. Mais cela ne veut pas dire que nous pouvons nous contenter de faire de grandes déclarations en observant les événements se dérouler sous nos yeux. Il est essentiel de situer notre petite Internationale dans le contexte politique et de comprendre ***comment*** nous pouvons faire avancer nos objectifs plus larges à partir des conditions objectives actuelles.

Pour reprendre les termes de Trotsky, « *connaître les causes rationnelles de*

ce qui s'accomplit et y trouver sa place, telle est la première obligation d'un révolutionnaire » (*Ma vie*, 1930). C'est ce que je vais essayer de faire dans ce rapport.

Il y a un problème avec la gauche

La première chose à comprendre lorsque nous abordons nos tâches, c'est que la LCI n'est qu'une petite pièce au sein d'une grande mosaïque d'organisations marxistes. Comme chacun sait, notre faiblesse actuelle est en grande partie le produit de notre désorientation au cours des 30 dernières années. Lors de notre conférence de 2023, nous avons effectué un virage politique radical. Cependant, nous ne pouvons pas effacer à court terme les conséquences accumulées de nos erreurs passées. C'est à cause de celles-ci que nous nous retrouvons avec un parti petit et vieillissant, en grande partie confiné aux pays impérialistes occidentaux, coupé de la gauche, et avec une capacité très limitée à influencer la lutte de classe.

Cependant, lorsque nous prenons un peu de recul et que nous examinons le portrait général de la situation, il est évident que le mouvement marxiste dans son ensemble n'est pas en bien meilleur état. En fait, ce n'est pas un grand mystère que l'ensemble du mouvement traverse une crise profonde et continue. Certains partis se sont effondrés, d'autres ont connu de nombreuses scissions conduisant à la création de plus en plus de partis, qui sont de plus en plus petits et de moins en moins capables d'expliquer de manière convaincante ce qui les distingue des autres.

Il est vrai que certaines organisations recrutent parfois avec succès. Mais le succès d'une organisation révolutionnaire ne se mesure pas au nombre de ses membres à un moment donné mais à son impact sur la lutte des classes. Et c'est à cet égard que la faillite de la gauche est la plus évidente. Dans aucun des grands conflits des dernières décennies, les marxistes n'ont joué un rôle décisif pour faire avancer les intérêts des travailleurs et des opprimés.

Il est clair que les marxistes ont aujourd'hui moins d'influence sur la classe ouvrière qu'en 1991, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. La vérité, qui est plutôt évidente mais que tout le monde nie, c'est qu'aucune organisation marxiste n'a été épargnée par la crise qui a secoué le mouvement ces dernières décennies. S'il existait une seule tendance ayant eu, elle, une orientation correcte pendant des décennies, ce ne serait pas un mystère et elle se distinguerait très clairement.

Pourquoi nous ne pouvons pas ignorer les autres groupes

D'une manière générale, la pratique de la gauche consiste à ignorer les organisations de taille similaire ou inférieure. Bien que faire fi de la gauche et se tourner directement vers les masses soit une idée attrayante, ce n'est pas une option. Non seulement nous n'avons pas le poids social nécessaire pour exercer une large influence, mais les organisations existantes, qui sont souvent qualitativement plus grandes que nous, constituent des obstacles. Il n'est pas envisageable pour nous de recruter de manière linéaire jusqu'à pouvoir nous imposer comme une force décisive dans la gauche.

Cependant, même si nous étions beaucoup plus grands, nous aurions tort d'ignorer les autres organisations. Tout d'abord parce qu'il est tout à fait irresponsable de se présenter devant la classe ouvrière sans être capable d'expliquer clairement et de manière convaincante pourquoi deux organisations qui semblent avoir des politiques similaires ne s'unissent pas.

Mais le plus important à comprendre, c'est qu'***il y a une raison politique à la division de la gauche***. Cette division n'est pas le produit d'individus malavisés ou de pratiques organisationnelles erronées, mais reflète la crise politique d'une époque. Il n'est pas possible de dissocier la tâche de construction du parti de celle de clarifier et surmonter les raisons politiques qui sont derrière la fragmentation de la gauche. Quand on y réfléchit, c'est évident. Pour réussir à construire un parti ouvrier révolutionnaire, il faut comprendre pourquoi les autres ont échoué jusqu'ici, et on ne peut faire cela en ignorant ce qu'ils font.

Pour toutes ces raisons, la perspective de la LCI est de travailler à un réalignement politique de la gauche internationale. Nous devons chercher à regrouper les éléments véritablement révolutionnaires aujourd'hui dispersés dans diverses organisations en raison du hasard et de la confusion politique. Notre objectif n'est pas de gagner un ou deux membres d'autres organisations mais de nous engager dans un véritable processus de fusion avec des forces beaucoup plus importantes.

Shout!

Le Front populaire de Judée dénonce le Front du peuple de Judée dans le film *Monty Python : La vie de Brian*.

Quels sont les acquis de la LCI ?

Il est légitime de se demander ce qu'un petit parti comme le nôtre peut apporter à ce processus. J'ai déjà mentionné comment notre crise interne prolongée nous a mis en état de faiblesse. Cependant, contrairement à tous les autres, nous avons clarifié ce qui était derrière cette crise. À ma connaissance, aucune autre tendance n'a procédé à un examen approfondi et à une réévaluation de son travail comme nous l'avons fait. Chacun entretient l'illusion que, contrairement aux autres, il a toujours eu raison. Au-delà de reconnaître que nous avions tort, nous avons cherché à expliquer les raisons politiques de notre désorientation. Et surprise, surprise, il s'avère que notre désorientation est intrinsèquement liée à celle du reste de la gauche pendant la période postsoviétique.

Le problème est au fond assez simple. La gauche marxiste a été incapable d'ancrer ses tâches dans une compréhension correcte de la situation mondiale. Dans notre document « Le déclin de l'empire américain et la lutte pour le pouvoir ouvrier » (*Spartacist* n° 46, novembre 2023), nous expliquons comment l'ordre postsoviétique était caractérisé par l'hégémonie des États-Unis, un fait évident pour quiconque se donne la peine de regarder. Nous avons expliqué comment l'hégémonie des États-Unis et leur alliance avec les autres puissances impérialistes étaient des conditions nécessaires à l'ère de la mondialisation. Enfin, nous avons montré comment le libéralisme était l'idéologie dominante de l'époque et exprimait les intérêts matériels de l'impérialisme états-unien. La conclusion qui découle de cette analyse, c'est que la tâche des révolutionnaires au niveau international était de lutter contre l'ordre mondial américain et que cela signifiait lutter pour briser l'influence du libéralisme sur la classe ouvrière.

Le cœur de notre analyse, c'est que l'association du mouvement ouvrier au libéralisme – quelle que soit sa forme spécifique dans un pays donné – a été le principal facteur de division au sein de la gauche. Le libéralisme durant cette époque était le reflet idéologique du pillage de la planète par l'ordre mondial états-unien. La seule façon d'unir le prolétariat au niveau international était de lutter ***contre*** ce système mondial et ***contre*** le libéralisme. Pour paraphraser Lénine, l'unité avec les libéraux signifie la division de la classe ouvrière internationale.

Après la publication de notre document de conférence de 2023, de nombreux militants d'extrême gauche nous ont demandé ce que nous entendions par libéralisme et pourquoi nous en faisions tout un plat – en effet, il n'est pas facile de comprendre quelque chose quand on baigne dedans. Aujourd'hui cependant, alors que la façade libérale de l'ordre mondial s'effondre, tout le monde commente le libéralisme et son échec. Soudain, tout le monde fait des déclarations similaires aux nôtres. Cela

LE BOLCHEVIK

Publié par le Comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : K. Silver
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP, 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

dit, ces commentaires sont des réactions aux faits empiriques qui se trouvent sous les yeux de chacun et ne découlent pas d'une analyse matérielle de la dynamique interne de l'ordre mondial dirigé par les États-Unis.

Ce qui a changé et ce qui n'a pas changé

Tout cela pour dire que pendant moins de deux ans, la LCI a été capable d'identifier la tâche des communistes dans un ordre mondial qui a duré plus de 30 ans. On ne peut pas dire que ce soit un grand succès. Nous n'aurons eu que très peu de temps pour mettre en œuvre notre perspective pour la période postsoviétique, et nous devons déjà nous réajuster.

Aujourd'hui, notre tâche primordiale ne peut plus être réduite à la rupture du mouvement ouvrier avec le libéralisme. Tant la classe ouvrière que la classe dirigeante se détournent résolument du libéralisme. Il est vrai qu'ici et là l'establishment libéral résiste encore, mais il s'agit de vestiges de l'époque précédente qui seront bientôt balayés.

Cela ne signifie pas que nous soyons revenus à la case départ. Le fait que nous ayons su tirer les leçons de l'époque précédente nous donne un avantage important sur le reste de la gauche. Avant tout nous comprenons que l'opposition à l'impérialisme étatsunien reste la clé de l'unification politique du prolétariat mondial.

Aux États-Unis, la classe ouvrière se fera saigner au nom des ambitions internationales de la classe dirigeante. Dans les pays impérialistes alliés des États-Unis et dans de nombreuses semicolonies qui leur sont soumises, les classes dirigeantes continuent d'être fondamentalement liées et subordonnées à l'ordre actuel – on le voit à leur vénération de l'OTAN et autres alliances états-uniennes similaires. Jusqu'à ce que cette situation change, la lutte contre les États-Unis fera partie intégrante de la lutte contre la classe capitaliste de ces pays. Quant aux pays opprimés et aux États ouvriers menacés d'asphyxie économique et d'agression militaire, il va sans dire que la lutte contre le système impérialiste actuel est essentielle. Dans ces pays, notre tâche consistera à opposer notre stratégie prolétarienne à celle des dirigeants au pouvoir qui concilient les États-Unis en retenant les masses de se lancer dans la lutte révolutionnaire.

Partout, l'opposition à l'impérialisme états-unien reste centrale. C'est dans cette grande lutte que nous pouvons unifier la classe ouvrière au-delà des frontières. Dans la même ligne, c'est cette lutte qui sera essentielle pour forger une avant-garde internationale unifiée de la classe ouvrière.

Comprendre la crise à venir

Nous avons un autre avantage : nous pouvons expliquer la dynamique interne des bouleversements qui secouent actuellement le monde. Et contrairement à tous les autres, nous pouvons nous préparer consciemment pour ce qui va arriver. Comme le dit le proverbe, au royaume des aveugles les borgnes sont rois.

Autant que je sache, personne n'a encore sérieusement tenté d'expliquer ce que la fin du libéralisme signifiera concrètement pour la gauche. Pour comprendre l'ampleur du choc à venir, il faut comprendre à quel point la gauche s'est liée au statu quo et en est devenue dépendante.

Que ce soit en Occident ou dans le Sud global, la gauche ne s'est pas construite en opposition aux mouvements et institutions libéraux. En fait, elle a principalement fonctionné et s'est développée en servant de flanc gauche au libéralisme. Ses activités ont été majoritairement concentrées sur les campus, dans les mouvements sociaux libéraux et dans l'orbite des ONG. Tous ces secteurs sont menacés d'effondrement catastrophique.

Misha Jordaan / Gallo

Gwede Mantashe (à gauche), un dirigeant du Parti communiste sud-africain, serre la main de son collègue ministre Leon Schreiber, de l'Alliance démocratique pro-impérialiste, en juillet 2024.

Partout en Occident, la crise de l'enseignement supérieur est imminente. Ce secteur est devenu un gigantesque parasite dépendant de l'extorsion exercée sur un nombre toujours croissant d'étudiants étrangers. Dans la période à venir, la bourgeoisie n'aura aucun intérêt à ce qu'autant de personnes étudient des sujets qui ne sont pas utiles à ses intérêts stratégiques, et elle cherchera à réduire de manière drastique le nombre d'étudiants diplômés. Comme on le voit déjà, cela ira de pair avec une répression envers l'activité politique radicale sur les campus. Ce que Trump a fait à l'université de Columbia, en coupant son financement et en exigeant qu'elle renforce la répression contre le mouvement palestinien, montre ce qui nous attend. Étant donné que le recrutement sur les campus est probablement la plus grande source de croissance pour les partis de gauche au niveau international, et que les carrières universitaires sont une source d'influence et de revenus pour les radicaux, ces chocs auront un impact profond.

Gabriela

Les dirigeants de la coalition d'organisations de gauche philippines Makabayan rencontrent la rapporteuse spéciale de l'ONU Irene Khan. La foi dans l'ONU est une maladie très répandue dans la gauche du Sud global.

Dans le Sud global, de nombreuses organisations de gauche sont imbriquées dans le secteur des ONG. Aujourd'hui, tout cet écosystème est menacé d'effondrement. En un clin d'œil, Trump a détruit l'USAID, le plus grand donateur d'aide internationale. Peu après, Keir Starmer a imité son maître en réduisant de 40 % le budget britannique d'aide internationale, et ce de la part d'un gouvernement composé d'avocats libéraux et d'employés d'ONG. En Argentine, les groupes de gauche s'appuient souvent sur le travail social pour asseoir leur influence parmi les masses. Aujourd'hui, Milei coupe le financement de ces programmes ainsi que tout autre héritage des gouvernements péronistes. Tous ces signes ne sont, une fois de plus, que des indicateurs de ce qui nous attend, à mesure que les tensions internationales s'intensifient et que les budgets se resserrent.

Certains des plus grands partis marxistes concentrent beaucoup de leurs efforts sur le terrain électoral. Il faut bien sûr participer aux élections. Mais une dérive vers l'électoralisme et la dépendance à l'égard des subventions de l'État qui en découle sont des dangers mortels, en particulier dans une période de grands chocs politiques. En Afrique du Sud et en Inde, les partis communistes sont totalement opportunistes et enfouis dans une politique de coalitions et de parlementarisme. Ils ont directement participé à des crimes ignobles commis contre les masses, afin de satisfaire leurs partenaires de coalition et leurs intérêts électoraux de court terme. Au fur et à mesure que le centre de gravité politique se déplacera vers la droite, ces partis seront mis au rencard et se retrouveront isolés, détestés par la bourgeoisie et par les masses.

Des partis comme le KKE en Grèce adoptent une attitude plus orthodoxe. Mais lui aussi est devenu de plus en plus dépendant des élections et focalisé là-dessus. Cela va de pair avec la trahison de réelles ouvertures pour des luttes de masse contre l'oppression impérialiste de la Grèce. Ces trahisons ont sapé la crédibilité du KKE et son influence aux yeux de la classe ouvrière.

De nombreuses organisations de gauche ont des cadres dans le mouvement ouvrier, et certains partis sont des partis de masse. Cependant, cela ne se traduit pas nécessairement par une influence réelle au sein du prolétariat. De nombreuses organisations trotskystes françaises disposent d'un nombre significatif de cadres dans l'industrie, mais leur politique est totalement détachée des sentiments dominants de la classe ouvrière. En poussant constamment l'avant-garde des travailleurs à l'offensive, elles ont entraîné la démoralisation et isolé la gauche. Cet état de choses n'est pas aidé par le fait que la gauche française refuse généralement de s'opposer aux piliers du libéralisme tels que l'Union européenne, laissant le champ

Suite page 12

Robert Cole

Famille Cole

1955 - 2025

Nous avons rendu hommage et porté un toast à notre camarade Bob lors du plénum de notre Comité exécutif international le 13 avril. Nous reproduisons ci-dessous la traduction des mots prononcés à sa mémoire par notre camarade Herminio Sánchez.

Comme vous le savez, notre camarade Bob Cole de la LTF est décédé lundi. Il était membre du parti depuis plus de 47 ans.

Il était né en 1955 dans une famille de la classe moyenne à Toronto (son père était enseignant), où il est allé à l'école avec notre camarade Anna. Il a commencé à se politiser au milieu des années 1970 en participant à un groupe d'étude universitaire sur *Le capital* de Marx. Il a ensuite déménagé en 1977 à Londres pour faire ses études à la London School of Economics. Il a adhéré au London Spartacist Group, avec lequel il a pris part à la conférence de fusion au début de 1978 qui a fondé notre section britannique, la Spartacist League/Britain.

Son nom de parti était Carlyle, ce qui reflétait sans doute le fait qu'il avait un diplôme de littérature et qu'il a été toute sa vie un passionné de lecture. Il a commencé à diriger notre travail sur le campus de la LSE avec Anna. L'un des principaux contacts qu'il a contribué à recruter n'était autre que la camarade Eibhlin. Il a déménagé à Birmingham au début de l'année 1980, où il a participé aussi au recrutement de Mick.

Il est ensuite parti pour Sheffield, où il était conducteur de bus. Cela rentrait dans le cadre de nos efforts pour nous enraciner dans le prolétariat britannique, dont Sheffield était un centre névralgique au milieu d'un important district minier. Cette expérience l'a beaucoup marqué et il en parlait souvent, en particulier lorsque nous discutions de questions syndicales encore des années plus tard au sein de la LTF. Il était à Sheffield lors de la grande grève des mineurs de 1984-1985, où par exemple il a cherché à mobiliser des chauffeurs de bus en solidarité avec les mineurs en grève.

Il s'est ensuite installé à Dublin pour créer le Dublin Spartacist Group, dont il est devenu la principale figure, au point que, même des années plus tard, les militants de gauche de Dublin désignaient nos camarades comme « les gens de Bob Carlyle ». La question de l'Irlande est devenue un élément central de sa vie, non seulement sur le plan personnel (il s'est alors marié avec Denise et a eu son fils, Aaron), mais aussi sur le plan politique. Il a continué à lire et à parler de l'Irlande jusqu'à la fin de sa vie, et c'est une cruelle ironie qu'il soit mort quelques jours avant que nous nous débarrassions des Thèses sur l'Irlande et que nous adoptions enfin une ligne marxiste pour une république ouvrière irlandaise unifiée. Il aurait sans aucun doute été ravi du résultat de ce plénum et peut-être particulièrement fier que ce soit la camarade Eibhlin qui ait autant contribué à mener ce travail à son terme.

En 1998, il s'est installé en France, où il vivait avec Dominique, alors notre camarade, et il est devenu membre du Comité central de la LTF pendant de nombreuses années. Il travaillait comme enseignant et était très apprécié de ses élèves pour son enseignement de la littérature. Au sein du parti, il était impliqué dans de nombreux domaines de notre travail, y compris le travail public et les contacts. Il a toujours figuré parmi nos meilleurs vendeurs et il était important pour lui de transmettre son savoir aux jeunes générations.

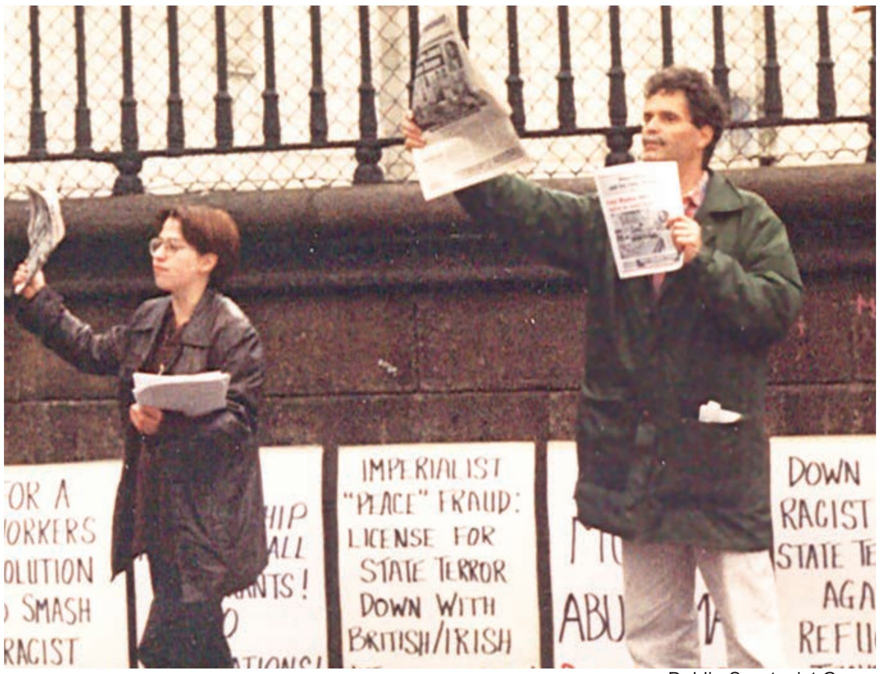
Il avait toujours une contribution à apporter sur les interactions que nous avions avec les autres groupes de gauche et sur notre presse, avec des commentaires souvent mordants sur les projets d'articles. Il a également contribué activement jusqu'au bout à l'entretien de notre local ainsi que de notre bibliothèque et de nos archives.

Au milieu des années 2000, il a épousé sa femme Jennefer et il était très heureux. Il parlait aussi avec beaucoup d'affection des trois filles de Jenn, qu'il a contribué à élever comme si elles étaient les siennes. Et en 2009 son fils Aaron s'est installé à Paris, ce qui a également été très important pour Bob.

Sans doute marqué par la question de l'Irlande, il s'est particulièrement intéressé à la Corse après notre revirement sur la question nationale en 2017. Il suivait régulièrement le pays, y compris en s'y rendant au moins une fois pour une manifestation nationaliste, et il nous bombardait parfois de plus d'articles de journaux que nous ne pouvions en digérer sur la situation là-bas !

Alors que sa santé commençait à décliner depuis plusieurs années déjà, il a dû prendre davantage de recul et il est devenu membre honoraire l'année dernière. Il continuait néanmoins à lire avidement, y compris sur la question de la Palestine.

Sa mort prématurée est une grande perte, mais dans mon esprit, sa mémoire restera toujours associée au travail effectué lors de ce plénum sur l'Irlande. C'est le meilleur hommage que nous puissions rendre au dévouement de toute sa vie à notre parti et à la libération de l'Irlande. ■



Dublin Spartacist Group

Le Bolchévik

À gauche, Trinity College, Dublin, 1998 ; à droite, grève des cheminots à Paris en 2018.

Pour une république ouvrière irlandaise unifiée !

La motion suivante, rédigée par Eibhlin McColgan, a été adoptée lors du plénum d'avril du Comité exécutif international de la LCI.

La libération nationale de l'Irlande après 800 ans de domination anglaise est une tâche inachevée qui pose un défi aux révolutionnaires. Après des siècles de lutte pour la liberté, y compris de nombreuses insurrections, les dirigeants nationalistes approuvèrent en 1921 l'indépendance de 26 comtés, mais en acceptant la partition qui concédait six comtés de l'Ulster aux impérialistes britanniques. La partition de l'Irlande a divisé la nation, intensifié l'oppression des catholiques dans l'État orangiste et creusé le fossé religieux au sein de la classe ouvrière. Dans les années 1990, trente ans de résistance armée de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) ont abouti à une répétition de 1921 : les dirigeants nationalistes ont déposé les armes et se sont inclinés devant la domination de la Couronne britannique. Et pourtant, aujourd'hui, le Sinn Féin promet que dans un avenir prévisible l'Irlande sera réunifiée par un processus graduel convenu d'un commun accord. Une grande partie de la gauche embrasse l'idée que l'Irlande progresse continuellement vers l'unité ; cette idée repose sur une foi libérale dans la bonne volonté des impérialistes britanniques et états-uniens.

L'approche du mouvement marxiste à l'égard de l'oppression nationale part du principe que l'émancipation nationale et l'émancipation sociale sont liées. Pour l'Irlande cela signifie que la libération nationale n'est pas séparée de la lutte de la classe ouvrière pour renverser ses exploiteurs mais qu'elle en est au contraire une composante centrale. Pour Marx et Engels, la tâche des révolutionnaires de l'époque était d'« *éveiller chez la classe ouvrière anglaise la conscience que l'**émancipation nationale de l'Irlande** n'est pas pour elle une question abstraite de justice et de philanthropie, mais la **première condition de leur propre émancipation sociale*** » (« Karl Marx à Siegfried Meyer et August Vogt », avril 1870). Lénine disait lui aussi que « *nous devons **lier** la lutte révolutionnaire pour le socialisme à un programme révolutionnaire touchant la question nationale* » (« Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », octobre 1915). Il insistait sur le fait que l'impérialisme intensifie l'oppression des petites nations, ce qui augmente la probabilité de révoltes nationales, et que la tâche des révolutionnaires est de soutenir chaque acte de résistance des nations opprimées et d'utiliser chaque crise des puissances impérialistes pour faire progresser la lutte pour leur renversement. Dans son « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (juillet 1916), Lénine attaqua aussi les socialistes qui avaient dénoncé l'Insurrection de Pâques 1916 ; il les qualifiait d'adversaires de l'autodétermination qui concluent que les petites nations « *ne peuvent jouer aucun rôle contre l'impérialisme, qu'on n'aboutirait à rien en soutenant leurs aspirations purement nationales* ». Lénine poursuivait : « *Quiconque qualifie de putsch **pareille** insurrection est, ou bien le pire des réactionnaires, ou bien un doctrinaire absolument incapable de se représenter la révolution sociale comme un phénomène vivant.* »

De même, le socialiste irlandais James Connolly écrivait : « *On ne peut concevoir que l'Irlande soit libre si la classe ouvrière est soumise ; on ne peut concevoir que l'Irlande soit soumise si la classe ouvrière est libre* » (« La conscription économique », décembre 1915). Connolly comprenait parfaitement que les difficultés de l'Angleterre étaient une opportunité pour l'Irlande. En plein carnage de la Première Guerre mondiale, et à la veille d'engager son Armée citoyenne dans l'Insurrection de Pâques, il avait exprimé ainsi son espoir :

> « L'Irlande peut encore allumer la torche d'une conflagration européenne qui ne s'éteindra pas avant que le dernier trône et les derniers liens et obligations capitalistes ne soient consumés sur le bûcher du dernier seigneur de guerre. »
>
> – « Notre devoir dans cette crise », août 1914

Notre tâche est de tirer les leçons du passé et de proposer une perspective pour une ***république ouvrière irlandaise unifiée***. Cela nécessite une lutte anti-impérialiste et anticommunautariste centrée sur la classe ouvrière contre l'impérialisme britannique et la bourgeoisie nationale irlandaise. Toute perspective révolutionnaire aujourd'hui doit également inclure l'opposition à l'impérialisme états-unien, qui exploite l'Irlande au profit du capital financier.

Le sceau des Irlandais-unis, des révolutionnaires républicains qui luttèrent pour libérer l'Irlande de la tyrannie britannique.

Origines de la question nationale irlandaise

Les historiens libéraux assimilent aujourd'hui la lutte pour l'indépendance au communautarisme, dont ils rendent surtout les nationalistes responsables. Micheál Martin, l'actuel Taoiseach (Premier ministre) irlandais, a exprimé sans détour ce point de vue l'année dernière. Il n'y avait pas deux camps dans le conflit nord-irlandais (les « Troubles »), déclarait-il, c'était « *une guerre imposée par l'IRA à son propre peuple* ». La fracture communautaire opposant catholiques et protestants n'a pas été causée par la lutte pour l'indépendance, elle a été fabriquée par les Britanniques pour contrecarrer l'indépendance. Tout au long de l'histoire de la lutte, la division intercommunautaire a été ***l'obstacle stratégique*** à la libération de l'Irlande de la domination britannique. Le mouvement nationaliste n'a jamais su surmonter cet obstacle à la victoire.

La question irlandaise telle qu'on la connaît aujourd'hui trouve son origine dans la conquête de l'Irlande par Oliver Cromwell au XVIIe siècle, suivie de l'implantation en Ulster de colons protestants venus d'Écosse et d'Angleterre. Les colons étaient une classe importante de métayers qui louaient des terres appartenant à l'aristocratie anglaise. Les colons défendaient les terres des propriétaires fonciers contre les paysans irlandais dépossédés, et en échange ils se voyaient accorder des baux permettant aux plus aisés d'accumuler du capital. Au fil du temps, une bourgeoisie nationale se constitua parmi les colons, qui devinrent de plus en plus hostiles aux entraves que l'Empire imposait à leurs intérêts commerciaux et économiques. Une lutte acharnée se développa entre la classe capitaliste irlandaise montante, qui était principalement protestante, et l'Empire britannique ; elle conduisit à la première lutte pour l'indépendance de l'Irlande.

Le mouvement nationaliste moderne commença avec la Société des Irlandais-unis, un mouvement démocratique révolutionnaire inspiré par la Révolution française et ayant pour but une république irlandaise indépendante. Le père du républicanisme moderne est Wolfe Tone, un révolutionnaire protestant qui exprimait clairement ses objectifs :

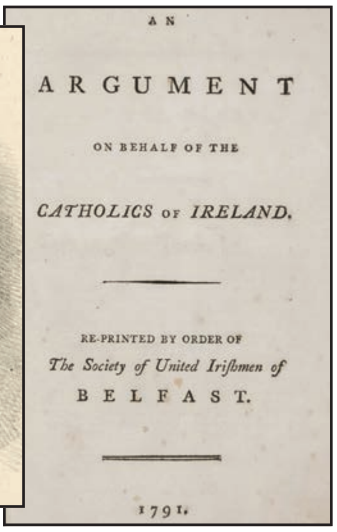
> « Briser les liens qui nous attachent à l'Angleterre, source ininterrompue de tous nos malheurs politiques, et conquérir l'indépendance de ma patrie, voilà mes objectifs. Unir tout le peuple d'Irlande, abolir le souvenir de toutes les dissensions passées, substituer le nom commun d'Irlandais aux dénominations particulières de protestants, catholiques et *dissenters*, voilà mes moyens. »
>
> – Cité par Pierre Joannon, *Histoire de l'Irlande et des Irlandais* (Perrin, 2009)

Tone œuvra avec les dirigeants de la Ie République française pour organiser des expéditions militaires en Irlande. Les Irlandais-unis mobilisèrent l'avant-garde protestante pour la cause d'une république irlandaise. La célèbre brochure de Tone de 1791, *Un argument en faveur des catholiques d'Irlande*, obtint le soutien de la paysannerie catholique.

L'exemple des Irlandais-unis montre que la lutte pour l'indépendance irlandaise ***n'a pas*** commencé comme une lutte intercommunautaire entre catholiques et protestants mais comme un ***mouvement national unifié***. Celui-ci s'engageait à former une fraternité « *entre Irlandais de toutes confessions religieuses* ». La leçon à en tirer aujourd'hui est claire : la lutte pour l'indépendance irlandaise doit être menée comme un mouvement ***révolutionnaire unifiant la nation au-delà des clivages religieux.***

Le communautarisme a été délibérément fomenté par les impérialistes britanniques, qui étaient déterminés à écraser les Irlandais-unis. L'Ordre d'Orange fut fondé explicitement dans ce but, en utilisant le zèle religieux protestant pour attiser le communautarisme anticatholique et approfondir le fossé religieux. Son objectif a toujours été sans ambiguïté, comme l'indique clairement le site internet du Musée de l'héritage Orange : « *Toute l'influence de l'Ordre devait être du côté de la poursuite de*

Catherine Sampson Tone



British Library

À gauche : Wolf Tone (1763-1798), héroïque dirigeant des Irlandais-unis ; d'origine protestante, Tone luttait pour l'émancipation des catholiques. À droite : La bataille de New Ross, dans le comté de Wexford, en 1798.

l'union avec la Grande-Bretagne » (orangeheritage.co.uk). La réaction orangiste a joué un rôle crucial dans la défaite du soulèvement des Irlandais-unis de 1798. En conséquence, toute l'Irlande fut incorporée en 1801 au Royaume-Uni.

Qui sont les protestants ?

Toute perspective de lutte ouvrière unifiée doit commencer par s'attaquer aux mythes répandus sur ce que sont et ne sont pas les protestants. Il ne s'agit pas simplement d'une question analytique. L'idée que les protestants ont des droits nationaux distincts conduit à des conclusions réactionnaires : l'acceptation de la partition et le rejet de la lutte pour une Irlande unie. Les protestants d'Ulster ne sont pas une nation et n'aspirent pas à le devenir. Ils ne remplissent ***pas un seul*** des critères figurant dans la célèbre liste de Staline pour définir une nation, selon laquelle une nation doit avoir un territoire, une économie, une langue et une culture en commun (« Le marxisme et la question nationale », janvier 1913). Contrairement aux Israéliens, les protestants d'Ulster n'ont pas de territoire national commun ; ils ne cherchent pas à étendre leur territoire ni à en chasser les catholiques, ni à les exterminer. Contrairement aux Palestiniens, les catholiques ne se battent pas pour reprendre les terres saisies de leurs ancêtres. De plus, les protestants n'ont pas – et n'ont jamais eu – d'économie distincte. L'économie de l'Irlande du Nord est intimement liée à celle du Sud, comme le montre le battage post-Brexit sur le commerce transfrontalier. Loin d'avoir une langue et une culture distinctes, les catholiques et les protestants qui y grandissent peuvent à peine distinguer qui appartient à quelle confession, si ce n'est grâce au système rigide de ségrégation qui les sépare. Les quartiers catholiques et les quartiers protestants de Belfast existent côte à côte mais sont physiquement séparés par des kilomètres de barrières métalliques pouvant atteindre huit mètres de haut, appelées « murs de paix ». Seuls 7 % des élèves fréquentent des écoles intégrées.

Les protestants de l'Ulster vivent en Irlande depuis des siècles et sont tout aussi irlandais que les descendants des puritains sont américains. Wolfe Tone considérait qu'ils faisaient partie de la nation irlandaise, comme le prouve le nom même de son mouvement dirigé par des protestants, les ***Irlandais***-unis. Connolly était du même avis. Il écrivit que « *les simples soldats des armées des conquérants* » et leurs descendants « *font désormais partie intégrante de la nation irlandaise* » (*The Reconquest of Ireland*, 1915). Les protestants sont ***irlandais***. Ils constituent une minorité religieuse au sein de la nation ***irlandaise***. Leur lutte n'a pas pour objectif l'indépendance nationale, bien au contraire. Ils se considèrent comme britanniques pour exprimer leur volonté politique de voir les six comtés rester au sein du Royaume-Uni. Mais une orientation politique unioniste ne change pas l'appartenance à une nation : un unioniste écossais qui se considère comme britannique reste incontestablement écossais.

Les protestants ont été désignés par les maîtres britanniques comme un peuple ***distinct*** dans le seul but de ***refuser l'indépendance à l'ensemble de l'Irlande***. L'establishment britannique n'a accepté la partition qu'à contrecœur et pour empêcher l'indépendance de l'Irlande tout entière. De fait, de nombreux politiciens éminents avaient dans un premier temps ***rejeté*** un statut séparé pour les protestants d'Ulster parce qu'ils voulaient faire en sorte que ***toute l'Irlande*** reste dans l'Empire. Loin de prôner la séparation de l'Ulster, l'Angleterre avait gouverné l'Irlande en tant qu'***entité unique*** jusqu'à la partition pendant environ ***750*** ans, période durant laquelle les protestants y avaient vécu depuis au moins ***250*** ans.

La faillite du nationalisme irlandais

Pour comprendre pourquoi le mouvement nationaliste n'a pas réussi à obtenir une Irlande unie indépendante, il faut examiner la position de la bourgeoisie irlandaise, tant par rapport à l'impérialisme britannique que par rapport aux masses irlandaises. La bourgeoisie irlandaise aspirait à se libérer des contraintes que l'Empire imposait à ses intérêts commerciaux et économiques, mais elle était trop faible pour vaincre à elle seule les Britanniques. Elle s'appuya donc sur les sentiments anti-impérialistes des masses pour atteindre ses objectifs, mais elle savait parfaitement que mobiliser les masses pour vaincre les Britanniques mettrait en péril ses intérêts en tant que classe possédante. La faible bourgeoisie nationale fut contrainte de choisir entre d'une part la pression du prolétariat et de la paysannerie insurgés, et d'autre part ses intérêts en tant que classe dirigeante en devenir qui avait besoin de maintenir des relations commerciales avec les Britanniques. La classe capitaliste irlandaise prit la tête de la lutte nationale, mais y mit un frein et empêcha qu'elle devienne un soulèvement révolutionnaire de masse pouvant vaincre les impérialistes.

La domination britannique en Irlande fut profondément ébranlée par l'Insurrection de Pâques 1916. La guerre d'indépendance, menée par Michael Collins, força les Britanniques à proposer un traité. Le Premier Ministre britannique Lloyd George menaça Collins d'une « guerre immédiate terrible » s'il refusait d'accepter les conditions de la Grande-Bretagne, y compris la partition. Mais en 1921 la Grande-Bretagne n'était pas en mesure de mener une guerre contre l'Irlande. Elle était en train de perdre sa position dominante dans le monde, elle était confrontée à des révoltes dans les colonies et sa propre classe ouvrière l'avait forcée à renoncer à son intervention militaire contre la Russie soviétique. Mais Collins refusa de mettre les Britanniques au pied du mur ; au lieu de cela, c'est Lloyd George qui mit les nationalistes au pied du mur et les força à faire un choix : soit intensifier la lutte irlandaise jusqu'à une insurrection généralisée, soit reculer. Les nationalistes avaient des raisons de craindre les masses : les paysans dépossédés s'emparaient des terres, les luttes ouvrières se propageaient, les dockers de Dublin refusaient de décharger les fournitures militaires britanniques, les ouvriers avaient pris le contrôle de la ville de Limerick. Pour gagner, il fallait pousser ces luttes jusqu'à des sommets révolutionnaires. Mais c'était impensable pour la bourgeoisie irlandaise : elle avait mené une bataille acharnée en 1913 pour écraser la classe ouvrière de Dublin et elle craignait la colère des masses ouvrières plus que les Britanniques.

National Library of Ireland, David Granville

Un détachement de l'Armée citoyenne irlandaise devant le Liberty Hall de Dublin. En médaillon : Le marxiste James Connolly dirigea l'Insurrection de Pâques 1916, dont l'objectif était la libération de l'Irlande.

De Luan / Alamy

PA Images / Alamy

À gauche : Michael Collins lutta héroïquement contre les Britanniques et signa le traité de partition. À droite : Gerry Adams lutta héroïquement contre les Britanniques et signa l'accord du Vendredi saint. « L'histoire ne se répète pas, mais elle bégaie souvent. »

La direction nationaliste n'avait aucune stratégie pour empêcher la partition. Loin de pouvoir appeler les protestants à se joindre à la lutte nationale, la direction nationaliste s'identifiait à l'Église catholique. Politiquement, les nationalistes n'étaient capables de poursuivre la lutte dans le Nord que sur des bases communautaires. En raison des intérêts de classe de la bourgeoisie irlandaise et de son incapacité à rallier les protestants, Collins céda aux exigences des Britanniques, y compris sur la partition. Les nationalistes prirent le pouvoir dans les 26 comtés et, sur ordre des Britanniques, écrasèrent dans une guerre civile les combattants républicains les plus dévoués contre l'impérialisme britannique. Cette trahison permit à la bourgeoisie irlandaise, dirigée par ce qui devint le Fianna Fáil et le Fine Gael, de diriger le pays pendant des décennies en tant que laquais de l'impérialisme britannique et, plus récemment, des États-Unis.

De Michael Collins à Gerry Adams

La partition divisa la nation, renforça les divisions entre les communautés au sein de la classe ouvrière et créa l'État catholique réactionnaire ainsi que l'État suprémaciste orangiste dans le Nord. L'asservissement des catholiques dans le Nord donna naissance au mouvement des droits civiques dans les années 1960. Ses dirigeants limitaient leurs revendications à la fin de la discrimination à l'encontre des catholiques, en évitant délibérément la question de l'unité de l'Irlande. Néanmoins, le mouvement fut l'objet d'une violente réaction des orangistes, et en fin de compte l'armée britannique fut déployée dans les rues. Pendant trente ans, l'IRA provisoire mena une guérilla contre l'armée britannique. Et même si la défense armée des quartiers catholiques assiégés était certainement nécessaire, la stratégie nationaliste conduisait inévitablement à ce que la lutte armée prenne pour cible les protestants, considérés comme l'ennemi. Les atrocités intercommunautaires sont totalement contraires aux intérêts de la classe ouvrière. Elles renforcent l'emprise des paramilitaires loyalistes sur les communautés protestantes et elles perpétuent un cycle de violence intercommunautaire qui creuse le fossé au sein de la classe ouvrière. De même, les attaques aveugles de l'IRA dans des villes anglaises alimentent le chauvinisme anti-irlandais et étouffent toute sympathie pour la cause irlandaise au sein du prolétariat britannique.

La lutte armée de l'IRA provoqua une scission au sein du mouvement républicain, les Officiels (par opposition aux Provisoires) se parant de phraséologie marxiste tout en renonçant à la lutte armée. En tant que marxistes, nous reconnaissons bel et bien la nécessité de la résistance armée et nous sommes favorables aux actions de front uni avec les forces nationalistes. Mais cela doit s'inscrire dans une stratégie plus large contre l'impérialisme et le communautarisme. Gagner une partie des protestants, en particulier la classe ouvrière, à une perspective d'opposition à l'impérialisme et au communautarisme est le seul moyen de briser le lien avec la Grande-Bretagne et de parvenir à une Irlande unie. Cela signifie faire appel à la classe ouvrière protestante pour la convaincre qu'il est dans son propre intérêt de classe de s'unir aux catholiques dans une lutte commune contre l'impérialisme britannique.

L'IRA n'a pas réussi à vaincre l'armée britannique, celle-ci n'a pas réussi à vaincre l'IRA et, en 1998, les deux parties ont signé l'accord du Vendredi saint. Ce traité, successeur de celui de 1921, a été négocié par Tony Blair et Bill Clinton qui ont convaincu l'IRA de se désarmer et ont ouvert la voie au retrait des troupes britanniques des rues. Rejouant la tragédie de Michael Collins de 1921, les dirigeants nationalistes menés par Gerry Adams ont accepté le maintien de la domination britannique sur les Six Comtés. Les dirigeants du Sinn Féin se prosternent aujourd'hui devant le roi Charles, colonel en chef du régiment de parachutistes qui a perpétré le massacre du Dimanche sanglant de 1972 à Derry. Aujourd'hui, près de trente ans après la fin de la lutte armée, l'Irlande du Nord est plus ségrégée que jamais et se classe parmi les régions les plus pauvres d'un Royaume-Uni lui-même appauvri et délabré.

Terry Fincher / Popperfoto

Belfast, 1976 : Police du RUC et troupes d'occupation britanniques face à des manifestants.

La gauche rejette le nationalisme… pour le travaillisme pro-impérialiste

La lutte armée de l'IRA a mis à l'épreuve le mouvement marxiste, qui a réagi de deux manières non révolutionnaires. La première consistait à soutenir sans réserve les nationalistes, ce qui était à la mode dans les années 1970. Les militants de gauche qui étaient à la traîne des nationalistes rejetaient toute perspective d'unifier l'ensemble de la classe ouvrière, protestante et catholique, contre l'impérialisme et ils rejetaient tout rôle indépendant pour les révolutionnaires. Laisser la lutte contre l'impérialisme aux mains des nationalistes est contraire aux tâches des révolutionnaires ; celles-ci consistent au contraire à intervenir dans la lutte nationale avec une perspective ouvrière indépendante visant à démontrer en pratique que la stratégie nationaliste est une impasse.

L'autre aile du mouvement socialiste a complètement renoncé à la lutte pour la libération nationale sous prétexte de s'opposer au nationalisme et au communautarisme de l'IRA. En résultat, elle a capitulé abjectement devant l'impérialisme britannique en adoptant la politique pro-impérialiste du Parti travailliste britannique. Concernant l'Irlande, la politique travailliste signifie l'unité avec l'impérialisme contre la lutte nationale. Un exemple grotesque était celui d'Arthur Henderson qui, en tant que membre du gouvernement britannique, avait applaudi l'exécution des dirigeants de l'Insurrection de Pâques. Cette tradition pourrie était représentée par le Parti travailliste d'Irlande du Nord (le NILP, aujourd'hui disparu) qui accepta la partition et refusa de s'opposer au pouvoir britannique dans les Six Comtés. Au lieu de cela, il prétendait offrir une alternative de classe et non communautariste aux unionistes et aux nationalistes en se concentrant sur les questions « alimentaires » auxquelles la classe ouvrière était confrontée. La tradition du NILP fut adoptée par Peter Hadden de l'ancienne tendance Militant qui acceptait également la partition et rejetait la lutte nationale. Notre propre tendance internationale a également défendu cette perspective pourrie de manière proéminente pendant un demi-siècle (voir sa codification en 1977 dans nos « Thèses sur l'Irlande », *Spartacist* nº 18-19, hiver 1981-1982). Nous l'avons finalement répudiée en 2023. Notre ancienne position rejetait explicitement la lutte pour une Irlande unifiée, acceptait la partition, colportait le mythe unioniste selon lequel les protestants ne font pas partie de la nation irlandaise, niait que l'idéologie orangiste constitue du chauvinisme de grande puissance et prétendait offrir une voie vers l'unité de classe entre catholiques et protestants en faisant fi de l'oppression nationale et en se concentrant au lieu de cela sur les luttes

La dirigeante du Sinn Féin Mary Lou McDonald rencontre « Genocide Joe » Biden à Washington en 2022. Pour la libération de l'Irlande il faut lutter contre l'impérialisme américain.

économiques de la classe ouvrière.

Mais la lutte économique par elle-même, si elle néglige la question nationale, ne peut pas unir la classe ouvrière. L'exemple le plus clair est la grève des techniciens de Belfast de 1919, qui paralysa la majeure partie de la ville. La grève de ces ouvriers qualifiés, en grande majorité protestants, était dirigée par un catholique, Charles McKay, qui était socialiste. La grève était extrêmement puissante, forgeant l'unité dans la lutte entre les travailleurs catholiques et protestants. L'ILP avait le soutien de nombreux travailleurs catholiques et de protestants ayant une conscience de classe. Mais malgré une lutte menée publiquement par Connolly en 1911 contre le dirigeant de l'ILP William Walker, l'ILP refusait de prendre position en faveur du *Home Rule* (autonomie). Cette capitulation devant l'unionisme mina la capacité de l'ILP à rallier les travailleurs protestants à un programme pour s'opposer à l'unionisme, idéologie de la direction syndicale, qui liait les travailleurs aux patrons orangistes et à l'impérialisme britannique. La grève de Belfast se solda par une cuisante défaite due à cette direction pro-impérialiste et elle fut suivie de pogroms sanglants qui chassèrent les travailleurs catholiques ***et*** les socialistes protestants de leur emploi.

Aujourd'hui encore, la politique travailliste est synonyme d'unité avec l'establishment britannique, de division de la classe ouvrière et d'affaiblissement de sa lutte. Voici encore un exemple flagrant de dirigeant pro-travailliste se prosternant devant le pouvoir britannique contre les intérêts de la classe ouvrière : le dirigeant sortant du syndicat des transports RMT, Mick Lynch, fils de républicains irlandais, a annulé les grèves de son syndicat en signe de « respect » à l'occasion de la mort de la reine. Au même moment Pat Cullen, alors dirigeante du syndicat des infirmières RCN et aujourd'hui députée du Sinn Féin, a également rendu hommage à la reine après son décès. Avec des dirigeants comme ceux-là, il n'est pas étonnant que la lutte irlandaise et la lutte des classes aient été mises à mal.

Pour une république ouvrière irlandaise unifiée !

À l'aube de l'ère Trump, qui entraînera de grands chocs, y compris pour l'Irlande, le défi pour la classe ouvrière irlandaise et la gauche est de rompre avec le gradualisme libéral dans lequel sont embourbés le Sinn Féin, la gauche et les dirigeants syndicaux. De l'ère du Tigre celtique à la catastrophe du krach de 2008, le Fianna Fáil et le Fine Gael ont adopté des couleurs libérales tout en dépouillant les travailleurs pour renflouer le système bancaire mondial. En guise de lot de consolation, ils ont offert le libéralisme social, qui ne coûte rien. Inévitablement, ces deux partis jumeaux sont maintenant méprisés par les travailleurs, et le Sinn Féin s'est positionné en alternative viable pour la bourgeoisie. En véritable héritier de Michael Collins et du gouvernement de l'État libre, le Sinn Féin a manifesté son soutien à l'impérialisme américain, abandonnant sa promesse de se retirer du « Partenariat pour la paix » de l'OTAN et des accords militaires avec l'UE, tout en promettant de maintenir les tribunaux irlandais sans jury populaire qui avaient été créés pour condamner les républicains. Cela fait partie des assurances données par le Sinn Féin qu'il va maintenir la rentabilité de l'Irlande pour les géants de la tech américains et pour le système bancaire international. En même temps, le Sinn Féin a endormi les masses laborieuses par une rhétorique populiste sur l'atténuation de la crise du logement, le soutien à la Palestine et la promesse d'un référendum sur l'unité irlandaise, autant de promesses qu'il ne pourra pas tenir.

Selon le point de vue du Sinn Féin, l'unité irlandaise sera réalisée sans lutte contre les puissances impérialistes. Cette illusion provient de sa foi libérale dans la bienveillance de l'impérialisme américain et de son partenaire subalterne, l'UE. Les libéraux irlandais considèrent le soutien à l'UE comme sacro-saint. Ils ont piqué une crise à l'annonce du Brexit, qui fissurait l'ordre libéral européen. Selon eux, l'adhésion à l'UE a mis fin au statut de pays pauvre de l'Irlande et lui a permis de s'asseoir à la table des grands. La crise de 2008 a rappelé brutalement que l'Irlande est un vassal dépendant des grandes puissances : l'UE a contraint l'Irlande à rembourser intégralement les dettes de toutes les banques du pays, dont la majorité était due aux ***banques étrangères***.

En ce qui concerne l'unité irlandaise, le Sinn Féin a bâti sa réputation, au Nord comme au Sud, sur l'accord du Vendredi saint qui visait à ***enterrer*** la question nationale. Mais la question nationale ne disparaîtra pas tant que la Grande-Bretagne occupera le Nord. Elle est bien vivante parmi la classe ouvrière et la jeunesse catholiques, qui veulent voir une Irlande unie. Pour atteindre cet objectif, il faut rejeter le mythe selon lequel une Irlande unie sera réalisée par la conjonction progressive des facteurs, ***sans*** lutte contre l'impérialisme. Tout d'abord, le fait que les catholiques deviennent majoritaires dans le Nord ***ne signifie pas*** que l'État orangiste quittera la scène sans se battre. De même, le libéralisme social dans le Sud ***n'a pas*** fait disparaître l'Église catholique ni ne l'a amenée à renoncer à son influence dans les écoles, ou à céder ses vastes propriétés immobilières. Le libéralisme ***n'a pas*** rendu une Irlande unie plus attrayante pour les protestants.

Un autre mythe gradualiste est l'idée que la Grande-Bretagne va tout simplement rendre le Nord à l'Irlande. La preuve en est soi-disant qu'après le Brexit, le gouvernement britannique s'est mis à dos les politiciens unionistes qui se sont mis à hurler contre une frontière imaginaire dans la mer d'Irlande. Mais il est illusoire d'imaginer que les impérialistes britanniques vont rendre les six comtés qu'ils ont conquis et détenus par la force pendant des siècles. La domination impérialiste ne se réduit pas à un système économique où les grandes puissances rendent les petits morceaux non rentables à leurs propriétaires légitimes. L'establishment britannique est obsédé par son propre déclin dans le classement des grandes puissances. C'est du délire libéral que d'imaginer que l'impérialisme britannique va accélérer sa propre chute en cédant les six comtés, ce qui ouvrirait la porte à l'indépendance écossaise et mettrait fin au Royaume-Uni.

La voie à suivre pour la lutte irlandaise aujourd'hui exige de lutter contre l'impérialisme et contre ses hommes de paille libéraux, sur deux fronts essentiels :

1. Non à l'OTAN !

Il faut sortir l'Irlande du Partenariat pour la paix et de tous les engagements militaires de l'UE. Face aux pressions qui s'exercent de façon renouvelée sur l'Irlande pour qu'elle augmente massivement son budget militaire, pas un centime pour l'armée ! Pour mettre fin à toute utilisation de l'aéroport de Shannon par l'armée des États-Unis, il faut construire un mouvement d'opposition à l'OTAN et aux accords militaires de l'UE.

2. Exigeons un référendum sur l'unité irlandaise !

Le Sinn Féin en a promis un mais il refuse de faire campagne pour. L'accord du Vendredi saint promettait un référendum, mais seulement si le gouvernement britannique l'acceptait. C'est un scandale : c'est ***le peuple irlandais*** qui doit décider s'il veut une Irlande unie, pas les impérialistes britanniques ! Nous, marxistes, ne partageons pas la touchante foi du Sinn Féin que l'unité irlandaise sera réalisée par un vote. L'histoire montre qu'il faudra une lutte révolutionnaire, opposée au communautarisme et menée par la classe ouvrière contre les impérialistes et la bourgeoisie irlandaise.

Mais de nombreux Irlandais croient en un référendum. C'est un objectif progressiste et nous les soutiendrons dans leurs efforts pour l'atteindre. Nous appellerons les protestants à ne pas couler avec le navire de l'impérialisme britannique, qui leur a apporté la désindustrialisation, la misère et la ruine. Nous ferons campagne pour un référendum sur l'unité irlandaise comme étape pour réanimer le mouvement irlandais, briser les illusions dans le libéralisme et montrer que le chemin vers l'unité irlandaise ne peut être séparé de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière contre les impérialistes et les exploiteurs capitalistes nationaux, sur la voie d'une république ouvrière irlandaise unifiée. ■

SNCF : Les âneries des bureaucrates, ça suffit !

Il faut des luttes défensives sérieuses !

La dernière grève à la SNCF s'est encore soldée par une défaite. Les cheminots ont été envoyés à la bataille divisés, sur des journées différentes selon les métiers et les syndicats. Résultat : aucune des revendications catégorielles n'a été satisfaite et les syndicats en ressortent encore plus affaiblis qu'avant la bataille. La direction de la SNCF n'a pas lâché une miette. Malgré un taux de grévistes important dans certains secteurs comme chez les contrôleurs (près de 70 % sur les TGV selon Sud-Rail entre le 9 et le 11 mai), l'impact a été minime et très localisé (essentiellement dans le Nord et, de façon moindre, en Île-de-France sur certaines lignes de banlieue).

La direction de la SNCF en sort renforcée et peut continuer à mener la privatisation et les réorganisations à marche forcée sur le dos des cheminots. De plus, le gouvernement est à l'offensive : le ministre des Transports Philippe Tabarot veut renforcer l'arsenal antigrève en augmentant le délai de déclaration des grévistes de 48 à 72 heures ; il garde en réserve une loi déjà adoptée au Sénat qui pourrait, sur le modèle italien, interdire toute grève sur certains jours ciblés, notamment sur les dates sensibles des vacances scolaires et des fêtes de fin d'année.

Les bureaucrates syndicaux nous prennent pour des imbéciles. Sud-Rail (12 mai) prétend que « *nos mobilisations ont affaibli la direction !* ». Sur la même longueur d'onde, la direction de la CGT-Cheminots considère que les cheminots sont en meilleure position pour des négociations… et appelle à de nouvelles grèves sectorielles début juin, ainsi qu'à une grève de 24 heures pour l'ensemble des cheminots le 5 juin, en lien avec un appel national de la Confédération sur les retraites.

La direction de la SNCF a montré qu'elle est préparée pour remplacer les grévistes par des briseurs de grève comme le Pool Fac (conducteurs) ou par des cadres désirant montrer leur servilité envers la hiérarchie et gagner une belle prime en récompense. Face à cela, les bureaucrates de Sud-Rail ou de la CGT n'ont d'autre riposte que de pleurnicher sur les plateaux télé et radio en espérant donner une mauvaise image à la direction auprès de l'opinion publique.

L'extrême gauche, qui possède une couche de militants combatifs et dévoués chez les cheminots, était bien consciente que la grève allait à la défaite et elle a critiqué, à juste titre, la bureaucratie syndicale pour sa stratégie de division corporatiste et par syndicats. Mais elle refuse de se battre pour arrêter les démonstrations de faiblesse organisées par les bureaucrates et pour préparer dans le concret la défense ouvrière. L'axe stratégique du NPA-R, de Révolution permanente et de Lutte ouvrière est l'appel à l'organisation à la base comme solution miracle – une tentative de contourner les bureaucrates au lieu de les confronter politiquement. Les AG, aux rares endroits où elles ont encore lieu, sont réduites à peau de chagrin, regroupant en tête à tête les militants les plus combatifs et les bureaucrates, comme c'était le cas à la Gare du Nord le 7 mai : une vingtaine de grévistes ont été témoins d'un grotesque échange d'accusations mutuelles entre bureaucrates de Sud et de la CGT sur qui n'avait pas rejoint l'appel à la grève de l'autre.

Le NPA-R reconnaît que « *les AG qui se sont tenues ont regroupé trop peu de collègues pour qu'une organisation propre des grévistes puisse voir le jour* » (16 mai). En effet, l'énorme majorité des grévistes ont fait grève chez eux. Pourquoi ? Parce que les cheminots ont fait l'expérience, à travers toutes les précédentes grèves perdues, que les AG ne sont pas dirigées pour organiser la grève ; elles sont au contraire utilisées par les bureaucrates pour la contrôler, les militants de l'extrême gauche se limitant à des discours autocomplaisants et à des appels à la combativité. Tant qu'une opposition lutte de classe sérieuse ne sera pas organisée au sein des syndicats contre les directions traîtresses actuelles, cette situation ne changera pas.

De défaite en défaite, les dirigeants syndicaux nous mènent à la catastrophe. Pour préparer des luttes défensives ayant une chance de gagner, il est urgent que l'avant-garde s'organise. Nous reproduisons ci-dessous un tract de la LTF daté du 3 mai avec un plan de bataille dont les cheminots et militants d'extrême gauche peuvent se saisir.

FÉDÉRATION DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS DU RAIL
SOLIDAIRES, UNITAIRES, DÉMOCRATIQUES

St Denis, le 12 mai 2025

Nos mobilisations ont affaibli la direction !

*Des milliers de cheminotes et cheminots de la SA Voyageurs ont cessé le travail la semaine dernière en s'appuyant sur la stratégie proposée par la fédération SUD-Rail. La grève a été majoritaire dans de nombreuses gares/RCAD, ateliers du Matériel et résidences Traction. Chez les contrôleurs/ses, notre appel avec le CNA a été largement majoritaire avec des taux de grévistes dépassant les 70% au TGV. La direction d'entreprise a été obligée de rémunérer très avantageusement de nombreux/ses cadres volontaires pour casser la grève et modifier les plans de transport en remplaçant les UM par des US. Ces mobilisations ne sont pas des grèves catégorielles isolées, mais **bien une montée en pression coordonnée reprenant des revendications de justice sociale et de conditions de travail** … qui appelle plus que jamais un renforcement du rapport de force !*

La DRH Groupe veut accélérer les concertations d'ici l'été ;
c'est le moment d'imposer des négociations et de gagner des avancées sociales !

Alors que, devant les médias, elle n'a pas hésité à alimenter le bashing cheminot habituel, en coulisse, la direction du Groupe SNCF **propose aux organisations syndicales 25 réunions/négociations d'ici juillet**. Bien entendu, elle essaie de noyer les prochaines concertations avec certains sujets qui ne sont pas la priorité de celles et ceux qui se sont mobilisé·es ces derniers jours, mais elle est néanmoins obligée **de concéder des ouvertures**

Supplémentaire, la formation …

La fédération SUD-Rail porte, de longue date, des revendications sur l'ensemble des sujets mis sur la table par la direction SNCF. Les questions de conditions de travail et de rémunération sont au cœur des revendications du terrain. Plutôt que de construire des méthodes anti-grèves, Jean-Pierre Farandou devrait se

Les bureaucrates nous prennent pour des imbéciles. Ce sont les travailleurs qui sortent affaiblis d'une grève de plus conçue pour avoir un impact minimal.

Cheminots : Pour faire plier la direction …
Il faut aller ENSEMBLE à la bataille !

Les cheminots se lancent dans un nouveau combat à partir du lundi 5 mai sur des revendications salariales et de conditions de travail. Plusieurs syndicats, dont la CGT Cheminots et Sud-Rail, ainsi que le Collectif national des ASCT (CNA, collectif des contrôleurs) appellent chacun à la grève... chacun dans son coin et par catégories. Lundi la CGT appelle à la grève les conducteurs et les contrôleurs ; Sud-Rail les agents commerciaux. Mardi, Sud appelle les agents du matériel ; mercredi les conducteurs. Les contrôleurs sont appelés par Sud et le CNA à faire grève du 9 au 11 mai (plusieurs métiers, dont les aiguilleurs, ne sont même pas appelés).

Les syndicats sont déjà très affaiblis et discrédités, et les bureaucrates font tout pour minimiser la puissance des travailleurs en cherchant à les mobiliser séparément par corporations. Un tel étalage de division ne peut que réjouir la direction et l'État et conduire la lutte à nouveau à l'impasse et finalement à la défaite, comme cela a été le cas depuis longtemps et notamment en décembre dernier. (Voir notre article « Comment reconstruire la puissance des cheminots », iclfi.org/pubs/lb/238/cheminots.)

En cherchant à reprendre la main face au CNA avec ces appels dispersés, calibrés pour ne pas trop déranger la circulation donc les capitalistes, les directions de SUD-Rail et de la CGT-Cheminots ne font que se discréditer davantage encore auprès des travailleurs. Les bureaucrates sabotent la mobilisation du CNA en pensant que cela va dissuader la création d'autres collectifs extra-syndicaux dans d'autres métiers. C'est tout le contraire qui risque de se produire avec un nouvel affaiblissement des syndicats. La solution n'est pas de déchirer sa carte syndicale mais de lutter pour une nouvelle direction syndicale décidée à ***unifier*** les travailleurs. Aujourd'hui les cheminots sont sur la défensive et l'heure n'est pas à une riposte d'ensemble de type grève illimitée qui puisse entamer une véritable remontée pour les acquis des travailleurs. Il va d'abord falloir la préparer.

Il est plus qu'urgent de rejeter les stratégies perdantes des dirigeants syndicaux. Il faut au préalable chercher à unifier tous les cheminots indépendamment des divisions syndicales, de métier et de statut. ***On ne peut pas gagner en restant divisés !***

Pour cette bataille et au-delà, nous proposons :

- ***On fait grève tous ensemble ! Une seule heure de grève où pas un seul train ne circule aurait un effet contraire à la défaite qui s'annonce, car elle enverrait un message fort à la direction que les travailleurs ne forment qu'un poing uni contre elle.***
- ***La concurrence entre syndicats, ça suffit ! Unification syndicale !***
- ***Piquets de grève pour stopper la circulation !***
- ***Caisses de grève pour éviter l'étranglement financier des grévistes !***
- ***Campagnes de syndicalisation sur la base de l'embauche de tout le monde au statut de cheminot !*** ■

Tous unis…

Suite de la page 1

le gouvernement a lancé une vague de poursuites judiciaires sans précédent contre les travailleurs militants, les dirigeants syndicaux, les défenseurs du peuple palestinien, les militants en Martinique, en Kanaky, contre la vie chère et l'oppression coloniale. Il veut profiter de l'isolement des militants d'avant-garde pour les faire taire et désorganiser toute riposte. Rien qu'en l'espace de huit jours en juin les principaux porte-parole du NPA-R et de RP, Gaël Quirante et Anasse Kazib, passent en procès à Paris. Rodrigue Petitot, figure emblématique du mouvement contre la vie chère en Martinique, repassera pendant ce temps à nouveau en jugement, et Georges Ibrahim Abdallah attend l'arrêt de la cour qui doit statuer sur sa mise en liberté. Les procédures judiciaires se sont étendues même à des députés nationaux ou européens de la France insoumise, sans parler des poursuites contre les militants syndicaux comme Jean-Paul Delescaut et les jeunes des quartiers accusés d'« apologie du terrorisme » pour cause de déclarations anodines de solidarité envers la Palestine ou de dénonciations des violences policières.

Pendant des années, la bourgeoisie avait dû s'accommoder des tactiques des bureaucrates de journées d'action accompagnées de grèves plus dures dans les secteurs semi-publics les plus combatifs. Celles-ci servaient de soupape de sécurité pour la pression de la base, et en quelque sorte de bac à sable pour l'extrême gauche ; elles restaient dans le cadre d'une chorégraphie contrôlée par les bureaucrates pour que tout se passe dans un cadre tolérable pour la bourgeoisie, sans que l'économie se retrouve véritablement paralysée. Les procès contre Gaël et Anasse, militants à la Poste et à la SNCF, montrent que la bourgeoisie veut en finir même avec ces pratiques. Aujourd'hui plus rien ne doit dépasser si la bourgeoisie française veut espérer enrayer son déclin, encore accéléré par la fin de l'ordre libéral où elle avait sa petite place sous le parapluie américain.

Il faut défendre les militants, mais il faut aussi faire le bilan de la pratique syndicale de ces dernières années. Elle s'est soldée par une série de défaites et surtout une défaite majeure, la lutte pour les retraites de 2023 : les mélenchonistes et les bureaucrates syndicaux s'étaient réparti la tâche pour canaliser la lutte dans des journées d'action et des grèves isolées alors même que tout le monde savait par avance qu'il fallait autre chose pour briser la volonté de Macron et de la bourgeoisie. Il faut rompre avec la stratégie de collaboration de classe des bureaucrates et lutter pour une nouvelle direction dans les syndicats !

Pour que le mouvement ouvrier puisse reculer en bon ordre et se remettre en ordre de bataille, il faut que ***tous fassent bloc derrière chacun*** des militants poursuivis. Il faut une défense énergique et unitaire de tous. Si pour chacun des procès des milliers de travailleurs et de jeunes des quartiers se massaient devant les tribunaux, cela pourrait faire trembler la main des juges capitalistes et nous mettrait en meilleure position pour les luttes qui auront lieu à l'automne. Notre organisation internationale, la LCI, s'est engagée dans cette campagne (voir ci-dessous), y compris en proposant au NPA-R et à RP des manifestations unitaires devant les ambassades et consulats de France à l'étranger.

Malheureusement chaque organisation, chaque secteur se trouve isolé face aux attaques. Les bureaucrates syndicaux font plutôt ***obstacle*** à une mobilisation de leur base contre les juges de Macron car pour eux la tâche du moment est de trouver un point d'accord avec lui pour réindustrialiser le pays. Ils partent pour cela non des intérêts des travailleurs mais de l'effort de guerre à fournir. Lors du show télévisé de Macron le 13 mai, Binet s'est efforcée lamentablement de convaincre Macron de sauver les sites sidérurgiques, agitant en filigrane l'argument que pour avoir une industrie française autonome de canons il faut pouvoir en produire l'acier. Cette collaboration de classe empêche d'organiser la défense des emplois dans les secteurs frappés par les licenciements : elle doit se faire ***contre*** les patrons et leur gouvernement.

Même à l'extrême gauche on ne va le plus souvent guère au-delà d'une signature quand on n'est pas directement touché. On cherchera ainsi en vain dans les pages hebdomadaires de *Lutte Ouvrière* un appel à l'unité dans la lutte contre la répression. LO se trompe lourdement si elle croit qu'elle passera entre les gouttes de Retailleau-Darmanin si RP et le NPA-R voient leurs dirigeants emprisonnés. Nous appelons les militants de LO à se ressaisir : nous sommes tous concernés ! Il ne suffit pas de prévoir la crise, la montée de la réaction et la guerre, comme le fait LO à longueur d'éditoriaux, il faut y préparer consciemment les travailleurs en aidant leurs luttes quotidiennes et d'abord la défense des militants.

Pour avoir une tactique appropriée il faut comprendre la situation générale et le rapport des forces en présence. Dans les entreprises, l'heure est pour le moment à des luttes pied à pied pour

Lettre à RP et au NPA-R

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA
spartacist@spartacist.org

New York, le 7 mai 2025

Chers camarades,

Le procès contre Anasse Kazib pour « apologie du terrorisme » est une attaque dégoûtante et sinistre non seulement contre un militant syndical et porte-parole de *Révolution Permanente*, mais contre toute la gauche et le mouvement ouvrier. Cette attaque, combinée à celle contre Gaël Quirante, porte-parole du NPA-R, et contre d'autres militants syndicaux (Jean-Paul Delescaut, pour ne citer que lui) ainsi que les menaces racistes à l'encontre de Rima Hassan s'inscrivent dans un plan plus large de l'État français pour « faire fermer des gueules », comme le dit Anasse, et pour casser toute l'extrême gauche.

Pour nous, dans la Ligue communiste internationale, l'ampleur de l'offensive exige davantage que de simples messages de solidarité. Il va sans dire que nos camarades en France se joindront aux actions de *RP* et du NPA-R. Au niveau international, nous voulons mobiliser nos forces, aussi modestes soient-elles, pour organiser une série de manifestations devant les ambassades et consulats français dans le plus de pays possibles autour de la date du procès d'Anasse le 18 juin. Cette date concorde aussi avec celle du procès de Gaël Quirante, qui débutera le 12 juin. Pour nous, une défense unitaire d'Anasse, de Gaël et de tous les réprimés serait la plus efficace.

Les attaques en France sont un précédent dangereux au niveau international et nous pensons qu'il est de notre devoir de faire tout notre possible pour faire connaître dans le mouvement ouvrier international l'ampleur de la répression en France. Plusieurs manifestations devant les ambassades et consulats français autour du monde pourraient contribuer à cela, tout en faisant monter la pression sur l'État français. Nous avons organisé de telles actions l'an dernier en défense de Michael Pröbsting de la RCIT, condamné en Autriche pour son soutien à la Palestine.

Si la Fraction Trotskyste – Quatrième Internationale et le NPA-R ont déjà prévu de telles initiatives, nous nous y joindrons. Faites-nous savoir s'il vous plaît où vous en êtes pour que nous puissions commencer les préparatifs pour ces mobilisations.

Salutations communistes
Vincent David
pour le Secrétariat international de la Ligue communiste internationale

P.S. : Là où nous ne l'avons pas déjà fait, nos organisations de défense vont contribuer financièrement aux caisses de solidarité pour Anasse et pour Gaël.

Criminalisation de la solidarité avec Gaza : pour la relaxe d'Anasse Kazib et de tous les soutiens de la Palestine

Yanis Varoufakis, Pablo Iglesias, Angela Davis, Annie Ernaux, Ken Loach et plus d'un millier de personnalités appellent au soutien des défenseurs de la cause palestinienne menacés partout dans le monde.

Collectif • 23 avril 2025

Tandis que Trump s'attaque aux étudiants pro-palestiniens de Columbia, 18 activistes de Palestine Action sont emprisonnés au Royaume-Uni dans l'attente de leur procès. Des universitaires continuent d'être licenciés jusqu'en Suisse pour leurs prises de position politiques, alors que la nouvelle coalition au pouvoir en Allemagne compte durcir l'offensive en cours dans le pays. En France, le collectif Palestine Vaincra vient d'être dissous et des manifestations féministes sont **interdites** en raison de la présence d'organisations pro-palestiniennes.

Dans ce contexte, l'État français a décidé de passer **un cap** dans la répression des opposants politiques. Le 18 juin prochain, deux militants de l'organisation Révolution Permanente seront jugés pour « apologie du terrorisme », dont son porte-parole, cheminot, militant syndical SUD Rail et ancien candidat à la présidentielle, Anasse Kazib. En avril 2024, ils avaient été convoqués par la police anti-terroriste au même titre que l'eurodéputée Rima Hassan, la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale Mathilde Panot, et différentes personnalités.

Si l'utilisation de moyens anti-terroristes contre les soutiens de la Palestine se banalise, le délit d'« apologie du terrorisme » est une spécificité française. Entré dans le code pénal en 2014 au nom de la lutte contre le djihadisme, il permet de condamner à des peines de prison pour des opinions politiques. Depuis le 7 octobre 2023, cette disposition, contestée jusque par la Cour européenne des droits de l'homme ou par d'anciens juges anti-terroristes comme Marc Trévidic, est mobilisée pour réprimer des étudiants, des militants, des élus locaux, des dirigeants syndicaux comme Jean-Paul Delescaut de la CGT ou des intellectuels, à l'image de François Burgat, jugé le 24 avril prochain, qui ont le tort de porter un **discours différent** de celui du gouvernement.

Cette politique pénale s'accompagne d'une **véritable persécution**, qui va jusqu'à appeler des mesures aussi lourdes que la déchéance de nationalité à l'encontre de personnalités comme Rima Hassan. Poursuivre le porte-parole d'une organisation politique nationale est cependant sans précédent. Il s'agit d'un véritable test pour l'État : s'il aboutit à une condamnation, personne ne sera à l'abri de procédures qui permettent de condamner des opposants ou des intellectuels critiques, mais aussi de les associer au « terrorisme », de les ficher comme tels ou de les rendre inéligibles.

Face à cette répression, et par-delà nos désaccords politiques, il est impératif de faire front avec Anasse Kazib, ses camarades, et l'ensemble des soutiens de la Palestine réprimés. Le combat contre l'oppression du peuple palestinien est indissociable de la lutte contre la criminalisation de ses soutiens, et les outils qui permettent d'instaurer un véritable délit d'opinion et d'associer lutte pour la Palestine et terrorisme. Dans ce contexte, obtenir la relaxe d'Anasse Kazib et de son camarade est un **enjeu vital** pour le mouvement de solidarité. Le 18 juin prochain, faisons du procès des militants de RP l'occasion de dénoncer la répression d'État en France et à l'international.

Le Comité de défense sociale (CDDS) et la LTF ont signé ces pétitions. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

CDDS, BP 10236, 75464 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49 / Mail : cdds-france@hotmail.fr

défendre les conditions de travail et les salaires. Mais là aussi, les défaites de ces dernières années pèsent. La classe ouvrière est terriblement affaiblie. Pour se regrouper, elle doit revenir aux tactiques lutte de classe qui ont fait leurs preuves dans le passé, comme de solides piquets de grève. Elle doit ***préparer*** consciemment ses luttes en se choisissant un état-major qui ne soit pas par avance dévoué à accepter le cadre donné par l'ennemi de classe. Il faut lutter pour des pôles révolutionnaires pour chasser les bureaucrates et les remplacer à la tête des syndicats. Nous proposons quelques éléments autour desquels organiser de tels pôles :

- Tous ensemble devant le tribunal de Paris le 12 et le 18 juin pour les procès de Gaël et Anasse !
- Les travailleurs doivent s'unifier dans un seul syndicat sur chaque lieu de travail, quel que soit leur statut. Embauche immédiate de tous les précaires, apprentis et sous-traitants au plein statut !
- Une bataille de classe, comme tout conflit militaire, doit se préparer et s'organiser en accumulant par avance les moyens logistiques nécessaires (une caisse de grève dès maintenant, pour ne pas se retrouver affamé au bout d'une semaine de lutte) et en sélectionnant un état-major prêt à l'affrontement avec la bourgeoisie.
- À bas la répression coloniale ! Indépendance pour Kanaky, Martinique et toutes les colonies ! Levée des poursuites contre Rodrigue Petitot, liberté pour Christian Tein et tous les autres ! Il faut rompre avec les républicains de la France insoumise : ils ne s'opposent à la répression que parce qu'à leurs yeux elle met en danger la pérennité de la domination coloniale française.
- Défense du peuple palestinien et de ses partisans ici ! Levée immédiate des poursuites contre Anasse, Rima Hassan et tous les militants poursuivis pour solidarité avec le peuple palestinien ! ■

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE – ICL-FI

CD DS **Comité de Défense sociale**

Tous ensemble pour Gaël, Anasse, Rima et les autres !

dernier décompte le 13 mai à 12h30 : 220 580 signatures

[For Arabic, English, Spanish, Dutch, Swedish, Italian, Turkish, German, click here]

Rejoignez les 220 000 premier.es signataires de l'appel, dont : Fianso, Annie Ernaux, Rima Hassan, Youssoupha, Guillaume Meurice, Denis Robert, Ladj Ly, Joey Starr, Blanche Gardin, Medine, Jean-Luc Mélenchon, Étienne Balibar, L'Algerino

Ainsi que : LFI, Les Écologistes, Les Soulèvements de la Terre, NPAA, Solidaires, CNT, ATTAC, AFPS, UFJP, Tsedek...

Alors que le génocide s'intensifie à Gaza, alors que le siège affame et détruit tout un peuple, que fait l'Etat français de Macron et Retailleau? Il prononce l'intention du gouvernement de dissoudre l'une des principales organisations des Palestinien.ne.s en France, un des principaux collectifs mobilisés en solidarité avec le peuple palestinien.

Cette mesure, d'une gravité extrême, met en application une revendication portée depuis des mois par Julien Odoul, député du Rassemblement National récemment condamné par la Justice. En la reprenant à son compte, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau entérine une politique de répression alignée sur les mots d'ordre de l'extrême droite en France et du gouvernement israélien.

Dénoncer un génocide ne sera jamais un crime. Résister face à l'injustice n'est pas un délit. Exiger la liberté pour le peuple palestinien n'est pas une revendication extrémiste violente. Au contraire : c'est une exigence humaine.

Nos revendications sont simples :

- Stop au génocide en Palestine
- Non à la dissolution d'Urgence Palestine
- Oui à la liberté d'expression et à la solidarité internationale.

En 2014, des dizaines de postières et postiers se mettaient en grève dans les Hauts-de-Seine (92) pendant 170 jours. Un coup de colère contre la normalisation de la précarité et contre la multiplication des « réorganisations » dans la distribution du courrier.

La Poste adopte pendant des semaines une position de refus total de négocier. Pourtant la grève finira par déboucher sur la titularisation de précaires et le report des réorganisations.

C'est dans ce contexte que Gaël, Yann, Mohamed, Dalila et Brahim, syndicalistes à La Poste, risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende. Pourquoi ? Pour s'être rendus - pendant cette grève - deux fois au siège national de leur entreprise pour obtenir des négociations.

La Poste, elle, ne parle pas de négociations, ni même de grève mais de « violation de domicile professionnel » et de « violences ». Si le grief de « violation de domicile professionnel » était retenu cela serait un précédent grave pour les postiers et les postières mais en réalité pour l'ensemble du monde du travail. **Se rendre au siège de sa propre entreprise n'est pas une « violation de domicile », faire grève n'est pas un crime, défendre les intérêts des salariés ne doit pas conduire sur les bancs des tribunaux et encore moins en prison.**

Les « violences » dont ils sont accusés sont inexistantes. Par contre quand les grévistes étaient à l'intérieur du siège national de la Poste pour obtenir des négociations, les vigiles privés sont intervenus physiquement pour les empêcher de circuler et ont tenté physiquement de les sortir. C'est bien parce que les faits reprochés n'allaient pas au-delà de faits de grèves que personne ne pensait voir ressurgir cette affaire plus de onze ans après et alors qu'un protocole de fin de conflit avait été signé entre les grévistes et la direction en juillet 2014.

Ce n'est qu'au moment de la mise en place des CSE que cette affaire a refait surface. En réalité ce qui dérange la direction de La Poste c'est que malgré la révocation et le licenciement de Yann et Gaël, ceux-ci sont toujours très actifs auprès de leurs collègues et en particulier contre les réorganisations incessantes qui suppriment des emplois et dégradent les conditions de travail et la qualité du service.

LIRE LA SUITE DE L'APPEL >>
SIGNATAIRES EN PAGE 2

La rancune de la Poste est tenace. Notre détermination à exiger la relaxe pour nos collègues postiers et camarades syndicalistes l'est tout autant. Nous appelons à être très nombreux et nombreuses à nous rassembler lors de l'audience au TGI de Paris le 12 juin prochain à 12h.

Parmi les cinq syndicalistes poursuivis, il y a **Yann Le Merrer**, qui a été révoqué en 2015 : c'est le premier fonctionnaire révoqué depuis les années 1950 pour avoir visité des centres postaux et avoir pris la parole auprès de ses collègues, c'est-à-dire pour son activité syndicale. Et il y a **Gaël Quirante**, licencié en 2018, après que la ministre du travail de Macron, Muriel Pénicaud, avait donné son autorisation pour que la Poste puisse se débarrasser de lui, malgré les avis contraires du rapport de contre-enquête, de l'Inspection du travail et du précédent ministre du Travail, Xavier Bertrand, peu soupçonnable de sympathie vis-à-vis des militants syndicalistes. Gaël a été licencié mais il a pu garder la possibilité d'intervenir syndicalement dans tous les bureaux de poste, après 15 mois de grève avec ses camarades de la Poste du 92.

L'examen futur par la Cour Européenne des Droits de l'Homme du recours déposé par Gaël pour sa réintégration nous offre l'opportunité d'exiger que nos deux collègues et camarades soient réintégrés de plein droit au sein de leur entreprise ainsi que tous ceux et celles qui ont été révoqués ou licenciés pour des faits syndicaux. Derrière les cas emblématiques de Yann et de Gaël, se joue le sort de toutes celles et ceux qui se battent sans relâche contre toutes les politiques menées à l'encontre des intérêts du monde du travail. Faisons du 12 juin le procès de la répression patronale et d'État, l'occasion de ne plus subir, mais au contraire de faire bloc !

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION :
OBTENONS LA RELAXE POUR LES POSTIER·E·S DU 92 !
LIEN URL : CHNG.IT/FP4PCVR8HN

PREMIERS SIGNATAIRES

PERSONNALITÉS

ÉRIC COQUEREL *(DÉPUTÉ LA FRANCE INSOUMISE)* – NATHALIE ARTHAUD *(PORTE-PAROLE DE LUTTE OUVRIÈRE)* – MARINE TONDELIER *(LES ÉCOLOGISTES)* – FABIEN GAY *(DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ ET SÉNATEUR PCF DE LA SEINE SAINT DENIS)* – ANTHONY SMITH *(INSPECTEUR DU TRAVAIL ET DÉPUTÉ EUROPÉEN LA FRANCE INSOUMISE)* – OLIVIER BESANCENOT *(PORTE-PAROLE DU NPA L'ANTICAPITALISTE)* – RACHEL KEKE *(LA FRANCE INSOUMISE)* – PHILIPPE JURAVER *(CONSEILLER RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE LA FRANCE INSOUMISE)* – CÉDRIC BIOLAIS *(LA FRANCE INSOUMISE 78)* – ANTHONY TOUEILLES *(CONSEILLER MUNICIPAL, MALAKOFF)* – JÉRÔME FICHET *(CGT SAFRAN NACELLES, LE HAVRE)* – ANTOINE BOULANGER *(CO-SECRÉTAIRE CGT FERC SUP)* – KADER CHIBANE *(PRÉSIDENT DU PÔLE ÉCOLOGISTE CONSEIL RÉGIONAL, ÎLE-DE-FRANCE)* – RODÉRIC AARSSE *(MAIRE ADJOINT, MALAKOFF ET SECRÉTAIRE RÉGIONAL LES ÉCOLOGISTES, ÎLE-DE-FRANCE)* – GÉRALD LE CORRE *(CGT- INSPECTION DU TRAVAIL)* – UGO BERNALICIS *(DÉPUTÉ LA FRANCE INSOUMISE)* – ANNAH BIKOULOULOU ET EMMA CHEVALIER *(SECRÉTAIRES NATIONALES DES JEUNES ECOLOGISTES)* – AURÉLIE TROUVÉ *(DÉPUTÉE LA FRANCE INSOUMISE)* – ALMA DUFOUR *(DÉPUTÉE LA FRANCE INSOUMISE)* – AURÉLIEN BOUDON *(SECRÉTAIRE NATIONAL DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES)*

ORGANISATIONS

Crise...

Suite de la page 3

libre à la droite qui est devenue la force dominante parmi les travailleurs.

Dans d'autres cas, comme en Grande-Bretagne, l'influence de la gauche sur la classe ouvrière se concentre essentiellement dans la bureaucratie syndicale, qui elle-même se trouve au sommet d'une coquille vide, à mille lieues des sentiments et des besoins de ses membres. Dès que la pression montera, ces positions s'effondreront.

Les mouvements libéraux qui ont ponctué la période postsoviétique, que ce soit pour les droits des immigrés, des noirs, pour l'écologie ou les droits LGBTI+, seront confrontés à la fois à l'hostilité d'une droite montante et à l'abandon de l'aile libérale de la bourgeoisie, qui avait été leur base de soutien social. Cela ne veut pas dire que ces causes ne seront plus d'une importance capitale, mais simplement que ces mouvements traverseront une période de crise profonde et devront être reconstruits sur des bases fondamentalement différentes et plus durables. Là encore, cela aura des conséquences profondes pour les partis de gauche qui existaient dans l'orbite de ces mouvements.

Chacun de ces exemples montre que les organisations de gauche seront confrontées à des chocs existentiels dans la période à venir, auxquels elles ne sont absolument pas préparées. Il est important que nous prenions nous-mêmes conscience de ce qui nous attend, que nous comprenions que notre propre statu quo va changer radicalement et que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour nous préparer et préparer les autres.

Défensive, offensive ou abstention

D'une certaine manière, il peut sembler surprenant que la gauche n'ait pas davantage réfléchi aux conséquences des chocs à venir. Après tout, le fait que nous entrions dans une période de crise aiguë fait l'unanimité. Nombreux sont ceux qui, comme nous, considèrent que nous sommes au début d'une dépression économique dévastatrice. Il est également impossible de nier qu'aux États-Unis et dans une grande partie de l'Europe la droite est à l'offensive. Mais pour la plupart des organisations de gauche, aucun de ces facteurs n'augure une détérioration de leur propre situation. En fait, la plupart considèrent la période à venir comme pleine d'opportunités pour la gauche révolutionnaire. Nous ne pensons pas que ce soit le cas.

Bien sûr, nous ne nions pas qu'***à terme*** la crise conduira à des offensives de la classe ouvrière et à des ouvertures pour les révolutionnaires. Notre divergence réside plutôt dans les perspectives ***à court terme*** de la lutte des classes, en particulier en Europe et en Amérique du Nord.

Boniface Muthon / SOPA

Nairobi, Kenya, juin 2024 : La jeunesse se révolte contre les hausses d'impôts. Les marxistes doivent chercher à étendre leur influence dans le Sud global.

Notre pronostic ne repose pas sur nos souhaits mais sur les résultats des luttes menées ces dernières années. Depuis la fin de la pandémie, il y a eu toute une série d'importantes batailles à travers le monde. Dans de nombreux cas, la classe ouvrière avait la possibilité de renverser la tendance à la réaction et de surgir sur la scène politique comme un facteur décisif. Dans tous ces cas nous avons lutté de toutes nos forces pour atteindre ce résultat. Cependant, le verdict est maintenant tombé et nulle part la classe ouvrière n'a été en mesure de remporter de victoire décisive.

En France et en Grande-Bretagne, les vagues de grèves se sont soldées par des défaites. Aux États-Unis, la classe dirigeante a essentiellement acheté la paix sociale en soudoyant la couche supérieure de la classe ouvrière. En Grèce, la lutte de Tempé s'est évaporée dans un mouvement apolitique. Les soulèvements en Iran, au Kenya et au Nigeria ont été écrasés. Au Bangladesh, le gouvernement Yunus est désormais aux commandes et l'élan révolutionnaire des masses a été stoppé pour le moment. Quant à la lutte palestinienne, un vaste mouvement international s'est étendu dans le monde après le 7 Octobre, mais aujourd'hui ce mouvement est en perte de vitesse et Gaza se retrouve plus isolée que jamais face au génocide israélien.

En politique, il est essentiel de ne pas rater le moment. La classe ouvrière, entravée à chaque étape par ses dirigeants, a été dans l'incapacité de tirer parti des possibilités qui s'offraient à elle ; du coup l'initiative est désormais passée dans les mains de la classe dirigeante états-unienne. Trump lance aujourd'hui une offensive internationale et nationale de grande envergure. Cela aura en retour un impact sur la situation politique dans le monde entier. Pendant un certain temps, les travailleurs seront en retrait, inquiets pour leur propre avenir et réticents à passer à l'offensive. Tels sont les signes clairs que nous recevons partout de la part de nos camarades dans la classe ouvrière. Alors que la crise économique s'intensifie, la LCI insiste sur le fait que l'orientation doit être ***défensive***. Aux États-Unis et partout ailleurs, nous disons : ***l'impact est imminent, accrochez-vous !***

La classe ouvrière doit défendre sa situation économique. Les syndicats doivent être renforcés et mis en état de combattre efficacement l'offensive à venir. La lutte palestinienne doit se regrouper et se réorienter radicalement. Le mouvement trans, le mouvement des immigrés, la lutte des noirs doivent tous faire le point sur leur isolement actuel et forger des liens avec le mouvement ouvrier. Être sur la défensive ne signifie pas arrêter la lutte. Cela signifie lutter pour défendre les positions conquises par les opprimés.

Il va sans dire que ce n'est pas la position adoptée par les autres groupes. Alors que nous pensons que l'Europe est sur le point de basculer à droite, le PTS argentin considère que « *l'Europe est probablement l'épicentre de cette nouvelle vague de lutte de classes* ». Comme beaucoup d'autres, il considère la croissance électorale du Parti de gauche en Allemagne comme un signe d'éveil politique et de radicalisation de la jeunesse. En France, son organisation sœur Révolution permanente multiplie les appels à une grande lutte démocratique contre la V[e] République.

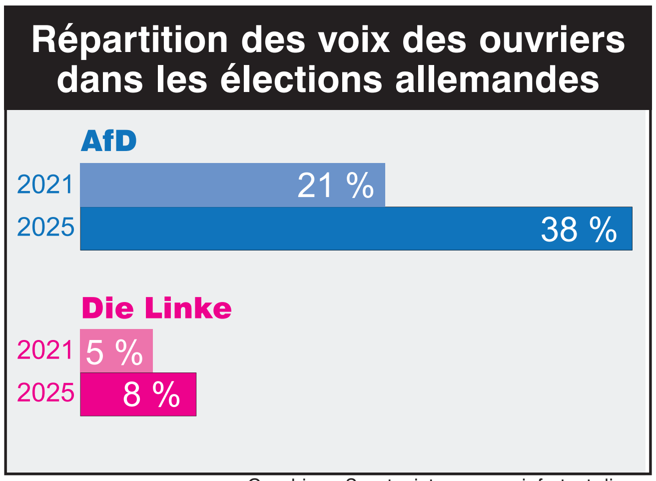
Ce qui est choquant, c'est que ces divers pronostics et perspectives ne sont pas fondés sur la conviction que la classe ouvrière évolue vers la gauche – ces groupes savent que ce ***n'est pas le cas***. Il s'agit plutôt d'une réaction face à l'agitation de couches de la petite bourgeoisie libérale confrontées à l'imminence de leur effondrement politique. Bien sûr, nous devons chercher à toucher ces couches, mais nous voulons les calmer et les organiser pour ce qui est à venir, et non les jeter dans la bataille alors qu'un raz-de-marée réactionnaire est sur le point de s'abattre.

On observe des tendances similaires aux États-Unis ; la gauche a lancé d'innombrables appels à de vastes mouvements pour défendre les immigrés et autres victimes de l'offensive de Trump. Cependant, tous ces appels visent à ressusciter les mouvements de l'ère libérale, un total cul-de-sac dans la période actuelle. Pour réussir, toute lutte aux États-Unis ***doit*** prendre comme point de départ le virage à droite qui s'est produit.

En ce qui concerne la nouvelle Internationale communiste révolutionnaire (ICR), ils sont eux aussi extrêmement optimistes. La voie principale qu'ils préconisent est la construction d'un parti révolutionnaire. D'accord, mais qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie adhérer à l'ICR. D'accord, et quelle voie les syndicats devraient-ils suivre selon l'ICR ? Au-delà de l'appel occasionnel à l'occupation des usines, elle n'a aucune perspective. Mais que doivent faire les opprimés face à la réaction ? Adhérer à l'ICR bien sûr. Comment lutter contre l'austérité et la guerre ? Adhérer à l'ICR. Et que fait l'ICR ? Lire des livres, vendre des journaux une fois par semaine et faire de longues analyses du monde. Quant à chercher à jouer un quelconque rôle décisif dans la lutte des classes ? Ce n'est pas pour eux. Ils doivent d'abord atteindre les 10 000 membres.

Lutte ouvrière (LO), en France, est une organisation trotskyste importante qui va à l'encontre du courant d'optimisme naïf. Personne ne peut accuser LO d'être optimiste. Ils prédisent des guerres et des crises et pensent qu'il n'y a pas grand-chose à faire. Pour eux, il s'agit de s'accrocher aux idées du communisme et d'attendre des temps meilleurs (cela me rappelle quelque chose). Il va sans dire qu'en période de crise aiguë, lorsque la classe ouvrière est confrontée à des attaques dévastatrices, celle-ci ne va pas avoir grand-chose de bien à dire de ceux qui font des sermons abstraits sur l'avenir et n'offrent aucune voie concrète pour sortir de l'enfer auquel elle est confrontée aujourd'hui.

En fin de compte, un pronostic n'est qu'une prédiction de ce qui va arriver. Il est normal de se tromper. On se trompera sur beaucoup de choses. Le problème n'est pas tant de se tromper que de s'enferrer dans une voie qui a été prouvée



Graphique Spartacist, source : infratest dimap

La jeunesse allemande vote peut-être Die Linke, mais la classe ouvrière vote AfD.

fausse par les événements. On voit déjà très clairement que la classe ouvrière est en recul en ce moment. Pourtant, la plupart des gens s'obstinent à nier cette réalité. Cela ne peut que conduire au désastre. Passer à l'offensive dans une période de réaction est toujours ce qui cause les plus grandes pertes dans les rangs de l'avant-garde. Quant aux abstentionnistes, cela peut sembler une voie plus sûre, mais la vérité est qu'en temps de crise, c'est une déclaration de faillite politique.

À l'heure actuelle, nous devons avertir et orienter l'avant-garde de la classe ouvrière et essayer de réveiller la gauche. Pour l'instant, nous insistons sur les luttes défensives, mais il sera tout aussi important de reconnaître quand la situation changera et de nous réajuster rapidement. Comme l'a écrit Trotsky : « *Il n'est rien de plus dangereux, pendant les tournants brusques de l'histoire, que de chercher à se cramponner aux anciennes formules, habituelles et commodes. C'est le chemin direct pour aller à sa perte* » (29 mars 1933).

Jason Redmond / AFP

15 octobre 2024 : Des ouvriers de Boeing en grève se dirigent vers un piquet de grève au lieu d'assister à un rassemblement organisé par la bureaucratie du syndicat AIM et auquel participaient des représentants du Parti démocrate. Du début à la fin, la SL/U.S. s'est battue pour amplifier la grève.

Perspectives pour la LCI

Je pense qu'on peut sans encombre affirmer qu'une grande partie de la gauche est justement sur le « *chemin direct pour aller à sa perte* ». La combinaison de l'effondrement de l'ordre mondial libéral – auquel elle n'est pas préparée – et de la désorientation politique – penser que le bas signifie le haut et que le haut signifie le bas – produira nécessairement ***une aggravation*** de la crise dans les partis marxistes. Il est probable que nous assisterons à l'effondrement organisationnel de nombreux partis. En tout état de cause, nous pouvons nous attendre à ce que la situation de la gauche empire avant de s'améliorer. Rien de tout cela n'est bon pour la classe ouvrière, ni pour la LCI d'ailleurs.

Nous ne devons pas nous attendre à de grandes percées dans l'avenir immédiat. Toute ouverture sera atténuée par le contexte généralement réactionnaire. Nous devons également comprendre que savoir que des temps difficiles nous attendent ne nous immunise en rien contre les chocs à venir. Comme la gauche dans la plupart des pays, notre parti s'est construit dans une période de paix relative et de libertés démocratiques. Nous ne pouvons pas savoir exactement comment il réagira à une pression accrue. Comme la classe ouvrière dans son ensemble, nos camarades seront affectés par les attaques de la bourgeoisie. Avec la classe ouvrière, nous subirons ces attaques, mais nous le ferons en comprenant le cours général des événements et armés d'une vision claire de notre propre place dans le processus de développement historique. Un pôle de clarté prolétarienne au milieu de la confusion et de la crise, voilà ce que nous devons être.

Pour jouer ce rôle, nous proposons trois grandes orientations autour desquelles organiser notre travail.

1) Clarification politique

Tout d'abord, nous devons poursuivre notre travail de clarification politique et de préparation théorique. Dans une période de grande désorientation et de bouleversement, il est essentiel que nous aidions le mouvement ouvrier à s'orienter. Nous avons déjà commencé à le faire de différentes manières. Nous avons publié des articles théoriques essentiels sur les pays où nous avons des sections ainsi que sur d'autres questions clés telles que la Chine, l'Inde, la Palestine et la question trans. Nous poursuivons ce travail lors de ce plénum en adoptant une approche fondamentalement différente sur la question nationale en Irlande (voir page 5).

Nous devons également continuer à consacrer une part importante de nos ressources à la correspondance et au débat avec d'autres tendances. Notre nouvelle publication *Spartacist Letters* vise à poursuivre les discussions avec d'autres organisations et individus. Bien que ce travail soit modeste, je pense qu'il constitue un exemple positif de débats substantiels et constructifs.

Alors que la gauche s'enfonce dans la crise, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour limiter la perte de cadres marxistes. Il n'est pas dans l'intérêt du mouvement ouvrier que des organisations s'effondrent et démoralisent leurs militants à cause de scandales, de luttes bureaucratiques ou de conflits personnalistes. Au fond, il ne s'agit que de symptômes d'une désorientation plus large. Nous devons aider les éléments révolutionnaires à comprendre les raisons derrière les crises de leur organisation et les aider à lutter pour une clarification politique sur des bases principielles.

2) Orientation vers la classe ouvrière

Notre deuxième orientation doit être vers le prolétariat. Notre implantation dans la classe ouvrière nous donne un petit aperçu de la conscience et des aspirations de la classe ouvrière, ce qui est essentiel pour l'orientation de notre parti.

Ce travail nous fournit également un terrain important pour tester nos idées et développer notre influence parmi les travailleurs. Dans ce travail, nous pouvons voir concrètement comment l'intervention des révolutionnaires peut avoir un impact sur l'équilibre des forces dans les lieux de travail et dans la lutte des classes. Au cours des dernières années, nous avons acquis une expérience importante dans la conduite de ce travail. Nous devons continuer à former et à recruter des cadres prolétariens, qui constituent l'épine dorsale de toute organisation révolutionnaire.

Ce n'est pas parce que la classe ouvrière se tourne vers la droite dans de nombreux pays que nous devons nous éloigner d'elle. Bien au contraire, il est plus important que jamais de développer notre influence parmi les travailleurs. L'orientation vers la classe ouvrière est intrinsèquement liée à la défense des plus vulnérables dans la société. Les libéraux ayant abandonné la cause des immigrés, des femmes, des noirs et du mouvement LGBTI+, seule la classe ouvrière peut servir de rempart fiable contre la réaction. Il est essentiel de construire des alliances solides entre les secteurs opprimés et le prolétariat. Cela doit faire partie intégrante de notre orientation pour la période à venir.

3) S'orienter vers le Sud global

Enfin, il est essentiel d'étendre nos liens dans le Sud global. Dans de nombreuses régions du monde, la gauche marxiste est pratiquement inexistante. Dans beaucoup d'autres, les organisations existantes sont nationalement isolées. C'est souvent le cas même lorsque ces organisations font partie de tendances internationales. En général, la gauche occidentale – qui domine de nombreuses tendances marxistes internationales – ne consacre qu'une très faible proportion de ses ressources matérielles et politiques au travail dans le Sud global. Or, c'est dans le Sud global que se concentre une grande partie de la classe ouvrière et que le potentiel de soulèvements prolétariens est le plus élevé.

Au cours de la dernière période, la LCI a fait des pas importants vers le Sud global. Le premier et le plus important de ces pas a été de corriger notre approche de la question nationale et de placer la lutte contre l'impérialisme au centre de notre perspective. Nous avons également organisé de nombreux voyages, augmenté le nombre de documents traduits en langues étrangères et rédigé un certain nombre d'articles clés. Nous devons redoubler d'efforts. Maintenant que nous avons largement achevé le travail de réorientation de nos sections nationales, nous devons nous concentrer sur l'extension de notre portée politique au-delà des frontières. Cet effort ne doit pas être celui d'une poignée de spécialistes mais doit être assumé par l'ensemble du parti. Chaque camarade doit s'informer sur d'autres pays et aider le parti à étendre sa portée internationale.

Chacune de ces trois orientations est intégralement liée aux autres. En les faisant progresser toutes ensemble, nous visons à positionner la LCI de façon à ce qu'elle puisse jouer un rôle clé dans le regroupement des éléments d'avant-garde dans la période de turbulences et de chaos qui s'ouvre devant nous. Telles sont nos tâches actuelles ; elles sont ambitieuses mais ancrées dans les conditions actuelles de la lutte des classes, dans l'état général de la gauche, ainsi que dans nos forces, qui sont petites mais déterminées. ■

Abonne-toi !

LE BOLCHEVIK

5 € pour 4 numéros plus *Spartacist* • Hors de France : 7 €

Nom ______________________ **Tél.** ____________

Adresse ______________________

CP _______ **Ville** ______________ **Pays** ________

LB239

Chèques : Société d'édition 3L • LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Voile, Palestine : LO change de ligne

Avec le génocide à Gaza et les attaques de plus en plus violentes en France contre les musulmans et le mouvement pro-Palestine, LO s'est rendu compte ces dernières années qu'il y a un problème avec certaines de ses positions. LO a dénoncé en octobre dernier, à juste titre, la menace de licenciement de deux salariées parce qu'elles portent le voile islamique. En mars, elle a aussi dénoncé l'interdiction par le gouvernement du port du voile dans les fédérations sportives. Fort bien. Ces nouvelles prises de position constituent un développement d'autant plus positif que, depuis au moins 2003, LO avait milité avec acharnement pour l'interdiction du voile à l'école et ailleurs au nom des droits des femmes : « *Alors oui, il faut interdire le port du voile à l'école* », écrivait-elle à l'époque (*LO* n° 1838, 24 octobre 2003). En 2013, lors de l'affaire de la crèche Baby Loup, elle avait même ***exigé*** le licenciement d'une nounou à cause de son voile (voir *LO* n° 2330, 29 mars 2013). Entre-temps, LO dénonçait l'autorisation par la FIFA du port du voile dans ses compétitions (« La FIFA voile les femmes », 6 juillet 2012).

Ces positions contribuaient à semer la division au sein du prolétariat et à donner un vernis « de gauche » à l'ostracisation des femmes musulmanes. Mais il faut que LO fasse un bilan de fond, sinon son changement de ligne pourrait n'être qu'un zigzag temporaire, en ces temps de réaction, une concession au libéralisme qui s'adapte aux préjugés religieux (comme le fait par exemple RP).

Pour ne pas tomber dans ce travers, l'excellent article de Lénine « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion » (1909) nous montre ***comment*** nous battre contre la religion et, en suivant sa méthode, contre l'oppression des femmes, tout en ***renforçant*** l'unité de la classe ouvrière et le développement de la lutte de classe – l'opposé de l'ancienne ligne de LO.

Quant à la Palestine, LO a partiellement changé de ligne lors de son congrès, à la suite d'une série de polémiques notamment avec Révolution permanente (voir *Lutte de classe* n° 244, décembre 2024). Pendant des mois après le 7 Octobre, les cortèges de LO défilaient derrière la banderole « *Contre l'impérialisme et ses manœuvres, contre Netanyahou et le Hamas, prolétaires de France, de Palestine, d'Israël… unissons-nous !* ». En décembre 2023, LO défendait contre RP (et contre nous) ce mot d'ordre mettant dos à dos Nétanyahou et le Hamas. En septembre dernier, LO défendait, toujours contre RP, son refus de prendre le côté militaire du Hamas avec l'argument que « *le choix d'un "camp militaire" dans le conflit actuel* » serait « *une façon honteuse de se ranger derrière la politique* » de celui-ci. Quelques mois plus tard, lors de son congrès, LO ***défendait*** sa banderole d'alors (avec des arguments inintelligibles) et en même temps ***l'abandonnait*** pour aujourd'hui.

Le congrès a aussi établi que LO est « *pour la défaite militaire de l'État d'Israël* ». Enfin ! Encore faudrait-il étayer ce changement de ligne sur une base trotskyste (d'ailleurs LO continue de défendre la justesse de son refus précédent de prendre un côté militaire) : LO, certes, n'a jamais cessé de dénoncer la terreur sioniste, mais elle refuse toujours de faire de la libération palestinienne le centre d'une perspective révolutionnaire. Bien que le fait de prendre un côté militaire soit un pas en avant pour LO, une telle déclaration ne nous dit rien sur comment faire avancer la lutte pour la libération palestinienne. Il faut mettre en avant une stratégie marxiste ***indépendante*** et du Hamas et des mélenchonistes. C'est surtout le refus de le faire que nous reprochons à LO, RP et l'ensemble de l'extrême gauche. ■

Bouteldja…

Suite de la page 16

international ». Non, camarade Bouteldja : la libération des peuples opprimés ***est dans l'intérêt matériel*** du prolétariat international (y compris des travailleurs blancs).

C'est à cause des absurdités auxquelles conduisent les « théories décoloniales », basées sur un radicalisme racialiste caricatural, que la « stratégie » de Bouteldja est un mélange incohérent de leçons de morale libérale (« *les Blancs aiment-ils les enfants ?* », se demande-t-elle, sérieusement) et d'adaptation à des valeurs réacs comme le patriotisme bleu-blanc-rouge et la « virilité », le tout enveloppé dans des phrases creuses sur l'internationalisme et la révolution. Cela ne peut que continuer à pousser les « beaufs » dans les bras de l'extrême droite sans présenter la moindre voie de lutte aux « barbares » non plus.

Les intérêts matériels des travailleurs

L'oppression raciste ici même ainsi que le pillage impérialiste des pays du Sud global renforcent le pouvoir des capitalistes, affaiblissent ***tous*** les travailleurs (blancs et non blancs) et ***dégradent*** leurs conditions de vie et de travail. Les interventions militaires impérialistes, ainsi que l'exportation effrénée de capital dans le processus de « mondialisation » des dernières décennies ont conduit à l'asservissement croissant des pays coloniaux et néocoloniaux (sinon à leur dévastation totale, comme dans le cas de l'Irak ou de la Libye), et en même temps à la désindustrialisation massive dans les pays impérialistes et à la ruine de couches entières du prolétariat et de la petite bourgeoisie urbaine et rurale.

La seule stratégie efficace pour unifier « beaufs » et « barbares » consiste à montrer, ***de façon concrète et lors de luttes réelles***, comment il est dans l'intérêt des travailleurs de la majorité dominante de combattre contre l'ennemi commun l'oppression des minorités opprimées. C'est ainsi et pas autrement que les bolchéviks de Lénine ont réussi à unifier la classe ouvrière, Grands-Russes et « allogènes », comme un poing serré contre le tsarisme et les capitalistes.

Prenons le cas des enseignants. Il y a eu l'an dernier une longue grève des profs dans le 9-3 exigeant un « *plan d'urgence* » à hauteur de 358 millions d'euros pour le système éducatif du département (voir *Le Bolchévik* n° 235, mai 2024). Grâce aux stratégies perdantes des bureaucrates, la grève n'a abouti à rien et les profs, au lieu d'obtenir les 358 millions, font face à de nouvelles coupes budgétaires et fermetures de classes. Si cela fait des années que les profs des quartiers font face à des fermetures de classes et à des conditions matérielles misérables dans des écoles souvent déjà littéralement en ruines, ces attaques sont maintenant généralisées à tout le pays, y compris à Paris, bastion du « privilège blanc ».

Il y a encore quarante ans, l'industrie avait besoin d'une main-d'œuvre assez qualifiée pour faire tourner les usines, et il fallait donc une éducation nationale capable de la former. Aujourd'hui, l'impérialisme français pourrissant refuse catégoriquement de fournir une éducation décente aux masses. Au fur et à mesure que l'économie s'est tournée toujours davantage vers des activités purement spéculatives et parasitaires dans la finance et les services haut de gamme, tandis que la classe ouvrière était décimée, la nécessité de maintenir des normes éducatives à moitié décentes pour la masse de la population est passée à l'arrière-plan.

« Choc de savoirs », « groupes de compétences », Parcoursup, tout est dirigé vers l'élitisation croissante de l'accès à l'éducation. Les mesures répressives laïcardes contre les jeunes des milieux populaires, notamment l'interdiction du voile et de l'abaya, ne peuvent susciter que le ressentiment de ces jeunes contre les profs eux-mêmes. Nulle part le rapport entre la ségrégation des quartiers et le délabrement des conditions de vie des travailleurs n'est plus apparent que dans le cas des travailleurs de l'éducation.

Pour défendre les intérêts des profs, il faut faire du combat contre la ségrégation des quartiers un ***enjeu central*** de leurs luttes quotidiennes. Et c'est vrai pour n'importe quelle branche de l'économie (voir, par exemple, « Comment reconstruire la puissance des cheminots », *Le Bolchévik* n° 238, février 2025). Les syndicats devraient donner des consignes claires aux profs de refuser de dénoncer des jeunes filles voilées ou encore de renoncer aux leçons d'« éducation morale et civique » – il y a l'église, la mosquée et le PS pour cela. Mais cela requiert de chasser des syndicats les bureaucrates qui les dirigent à présent et qui sapent les luttes des travailleurs en les maintenant dans le cadre des « valeurs de la République », notamment la « laïcité à la française » brutalement antimusulmans, dont l'interdiction du voile à l'école et dans la fonction publique est la mesure phare.

L'un des échecs les plus spectaculaires de l'extrême gauche, c'est qu'elle a été jusqu'à présent incapable de montrer, dans le concret, une voie ouvrière de lutte indépendante face à la réaction raciste d'un côté, et face à l'antiracisme libéral petit-bourgeois, de l'autre ; elle s'accroche à ce dernier à travers des injonctions morales et elle se limite à des appels complètement abstraits du type « À bas le racisme et l'islamophobie ! ». Il est notable que, dans sa longue critique du livre de Bouteldja, Paul Morao de Révolution permanente (*RP dimanche*, 23 février) marque pas mal de points parfaitement corrects, mais choisit de ne pas s'attaquer au fondement théorique « décolonial » : le « privilège blanc » et son corollaire, « l'État racial intégral ». Cela constitue en soi une adaptation au libéralisme.

Auto-ségrégation « décoloniale » : cadeau pour bureaucrates et patrons

L'« autonomie des indigènes », c'est-à-dire leur organisation séparément des blancs, est un cheval de bataille des « décoloniaux ». Bouteldja explique que, si le but est d'unifier blancs et non blancs, « *la direction politique des indigènes ne saurait être déléguée à une quelconque direction blanche* » vu qu'il va falloir veiller « *scrupuleusement à la*

Contacte-nous !

@leBolchevik_LTF

ltfparis@hotmail.fr

Ligue trotskyste de France
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49

iclfi.org

défense constante de l'intérêt collectif des non-Blancs ». Elle fait le reproche aux syndicats du siècle passé que leur internationalisme (qu'elle exagère assez grossièrement) les a conduits « *à désapprouver la formation de syndicats indigènes autonomes accusés de diviser la classe au nom de la race* » ; elle dénonce la CGTU déjà stalinisée du début des années 1930 pour s'être opposée à la création de syndicats noirs séparés, notamment dans les ports.

Si la création d'organisations séparées, que ce soit politiques ou syndicales, parmi les minorités opprimées peut être une réaction au social-chauvinisme intense de la gauche réformiste et de la bureaucratie syndicale, c'est une réponse ***erronée et contre-productive***. Quand les intellectuels du mouvement décolonial se mettent à construire des « théories » prônant l'auto-ségrégation, c'est carrément ***réactionnaire***.

L'auto-ségrégation constitue une acceptation du statu quo raciste ; elle divise, dans les faits, la classe ouvrière, ***la seule*** force capable de mettre fin à l'oppression spécifique des minorités en renversant le capitalisme. C'est le revers de la médaille des politiciens « de gauche » et des bureaucrates syndicaux – dont les privilèges et la carrière politique dépendent du salut de l'impérialisme français – qui s'adaptent à la stratégie des patrons de « diviser pour mieux régner ». La réponse au chauvinisme pro-impérialiste de la gauche institutionnelle et des bureaucrates est de se battre pour la construction d'une ***direction révolutionnaire anti-impérialiste***, tant au sein des syndicats qu'à l'échelle d'un parti prolétarien, où les militants issus des minorités opprimées sont appelés à jouer ***un rôle dirigeant***.

L'« autonomie indigène » empêcherait aussi ceux-ci de se battre pour ***se mettre à la tête des travailleurs blancs***, les laissant ainsi dans les bras des bureaucrates traîtres, des mélenchonistes et, surtout, ***du Rassemblement national***. Les syndicats sont les organisations de défense collective de la classe ouvrière. Mais ils sont affaiblis, minés par de multiples divisions et dirigés par des traîtres chauvins. En nous battant contre les bureaucrates et pour l'unification des travailleurs sur la base de leurs propres intérêts, nous augmenterons nettement les chances de nous sortir sans trop de dégâts de la sombre période qui nous tombe déjà sur la tête. Dans chaque branche de l'économie, des campagnes de syndicalisation exigeant par exemple la fin de la sous-traitance et de la précarisation de l'emploi, ainsi que l'embauche de tout le monde au meilleur statut, auraient mille fois plus d'impact pour unifier « beaufs » et « barbares » que toutes les bizarres élucubrations « décoloniales ».

Bouteldja aime bien citer Lénine. Elle devrait considérer plus sérieusement, par exemple, la lutte de Lénine contre le séparatisme du Bund juif, qui exigeait « l'autonomie » des travailleurs juifs de Russie (dont le Bund se proclamait le seul représentant autorisé, bien évidemment). Dans la lutte contre le tsarisme des pogroms, Lénine reprochait aux bundistes « *d'éveiller la défiance des prolétaires juifs à l'égard des prolétaires non juifs, de faire régner la suspicion sur ces derniers, de propager des contre-vérités à leur endroit* » (« La situation du Bund dans le parti », 1903). Il suffit de remplacer le mot « juif » par « indigène » pour voir l'effet, sinon le ***but***, des « théories » raciales des « décoloniaux ».

LFI et Bouteldja : La « décolonisation » au sein de la République

Rien ne démontre plus clairement la misère du « décolonialisme » de Bouteldja que son soutien fébrile à la France insoumise et même, quoique de façon beaucoup plus critique, au nid de vipères du NFP. Dans son livre, elle entonne la louange de LFI comme « *gauche blanche* » qui « *rompt avec le consensus islamophobe* […] *elle rompt avec le consensus européen, elle rompt avec le consensus impérialiste* ». LFI incarnerait, selon Bouteldja, l'« *âme française* » qui « *nous vient vaguement des effluves de la révolution de 1789* », cette âme qui « *est le cœur encore battant de la Commune* ». Un peu exagéré, c'est le moins qu'on puisse dire.

Il est tout à fait vrai que Mélenchon et pas mal de ses partisans ont franchi, à leur honneur, certaines lignes rouges de l'impérialisme français au point que le « barrage républicain » s'est retourné contre eux. Notamment depuis le 7 Octobre, nombreux sont les insoumis qui font face à des procès pour « apologie du terrorisme » à cause de leurs prises de position contre le génocide sioniste, et il est du devoir élémentaire des trotskystes de se rallier à leur défense (voir article en première page).

Mais voyons de plus près comment LFI « rompt » avec l'impérialisme. Concernant la Palestine, Mélenchon est pour la « solution » à deux États – en soi une capitulation devant le sionisme puisque cela veut dire soutenir la poursuite de l'existence d'Israël sur des terres volées aux Palestiniens – et il appelle à revenir à « *la position traditionnelle de la France* […] *depuis le Général de Gaulle* », à ce que « *la France devrait porter la voix de la paix* », etc., alors que la France depuis un siècle et demi a joué un rôle central dans tout le chaos sanglant du Moyen-Orient, y compris en soutenant la création de l'État d'Israël.

Alamy

Trotsky, Lénine et Lev Kamenev en 1919. Les bolchéviks ont réussi à unifier « beaufs » et « barbares » dans la lutte contre les capitalistes.

Les colonies de l'impérialisme français ? Sans doute un sujet d'intérêt pour les militants décoloniaux. Lors de la révolte des jeunes kanak du printemps 2024, Mélenchon exprimait sur X (15 mai 2024) sa « *tristesse totale devant la violence qui déferle à Nouméa ruinant 40 ans d'efforts de paix et de volonté de décolonisation pacifique* » et il exhortait Macron à se mettre « *à la hauteur de Michel Rocard et François Mitterrand, de Tjibaou et Lafleur* », une référence aux accords de Matignon et Nouméa. Ces accords ***coloniaux*** n'ont jamais eu d'autre but que de mettre fin à la lutte pour ***l'indépendance*** – la seule « décolonisation » digne de ce nom.

Bouteldja, de toute évidence dégoûtée (et à juste titre !!) par le pacte de LFI avec le PS qui a donné naissance au NFP et permis l'élection d'un Hollande, a néanmoins écrit une apologie du programme ***impérialiste*** du NFP, conseillant à son audience de « *garder la tête froide* » et, surtout, de « *rester stratège* » (QG Décolonial, 16 juin 2024). Bouteldja nous rassure que « *la FI a donc réussi à gauchiser l'alliance* » parce que « *sur le plan international, le programme exige l'abandon de la réforme de Macron pour la Kanaky "dans l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa à la recherche d'un véritable processus d'émancipation et de décolonisation"* ». (En fait, cette phrase du programme du NFP commence en appelant à « *renouer avec la promesse du "****destin commun****", dans l'esprit des accords* […] » [souligné par nous].) C'est ça la « décolonisation », camarade Bouteldja ?

Et la Palestine ? Bouteldja rassure encore ses lecteurs parce que le programme du NFP, « *sans être satisfaisant d'un point de vue décolonial, est correct compte-tenu des profondes dissensions* ». Dans un livre précédent (*Les Blancs, les Juifs et nous*, La fabrique, 2016), elle lançait l'appel « *Fusillez Sartre !* » pour son soutien à la création de l'État d'Israël. Quelques années plus tard, alors qu'il s'agit de Mélenchon, sa solution à deux États, ses appels à soutenir les institutions impérialistes de la « communauté internationale », le fait qu'il renvoie dos à dos Nétanyahou et le Hamas dans le programme du NFP afin de maintenir son alliance avec les sionistes va-t-en-guerre, pro-flics, techno-crates et laïcards antimusulmans du PS, tout ça c'est… « *le cœur encore battant de la Commune* » ?

Opposition anti-impérialiste à l'UE, ou « Frexit décolonial » ?

Si nous ne sommes pas d'accord avec les arguments et conclusions de Bouteldja, elle a néanmoins parfaitement raison dans son opposition à l'UE comme condition pour briser l'emprise du RN sur les travailleurs et pour les unifier. Le problème est que sa base théorique idéaliste la conduit à s'adapter au souverainisme, quelque part entre Frantz Fanon, Asselineau et Mélenchon. Ainsi, elle prône un « *Frexit décolonial* » sur la base de la notion que « la France » tout entière serait opprimée par le « *super-État racial* » de l'UE. Le but de son Frexit serait donc de revenir « *au cadre national* » afin de reformuler « *la souveraineté populaire* » ; c'est « *l'adhésion à l'État-nation* » des « petits blancs » qui la pousse à proposer de donner un contenu nouveau au drapeau et à la *Marseillaise*.

Loin d'être un « super-État », l'UE est une alliance impérialiste libérale, construite sous l'égide de l'Empire américain pour que celui-ci et ses alliés subalternes, les impérialistes français, allemands et italiens (et britanniques, avant le Brexit) puissent mieux s'attaquer aux acquis des travailleurs dans leur propre pays (et les travailleurs le savent parfaitement) et saigner jusqu'à la dernière goutte les pays pauvres d'Europe. C'est surtout à travers l'UE que ***les impérialistes français*** oppriment ***les pays de l'Est de l'Europe, des Balkans ou encore le Portugal*** et piétinent ***leur*** souveraineté tout en étant en meilleure position pour piller les pays ***du Sud global en général***. L'opposition à l'UE est un devoir pour les révolutionnaires pour la simple raison que sa destruction, ***par la lutte indépendante des travailleurs*** en opposition aux souverainistes de droite comme de gauche, est dans l'intérêt du prolétariat des pays impérialistes ***et*** des peuples opprimés. Mais Bouteldja est, paradoxalement, complètement aveugle à la dimension anti-impérialiste de la lutte contre l'UE vis-à-vis du Sud global, parce qu'elle pense qu'il est impossible de convaincre les travailleurs blancs qu'il est dans leur intérêt de s'opposer à l'oppression du monde néocolonial. En ce qui concerne les pays opprimés d'Europe, elle s'en fiche – après tout, un blanc c'est un blanc.

Bouteldja reste prisonnière de la perspective de « décoloniser » la République, c'est-à-dire de réconcilier les indigènes avec la bourgeoisie. Selon elle, l'élection de Mélenchon en 2027 serait un premier pas. Ce qu'il faut, au contraire, c'est ***rompre*** avec le républicanisme de gauche.

Pour défendre la classe ouvrière et les opprimés dans cette période de réaction violente, et être en fin de compte en mesure de passer à l'offensive, il faut jeter à la poubelle le libéralisme, y compris sa variante « décoloniale », et revenir aux leçons du marxisme révolutionnaire. Le Comintern de Lénine et Trotsky est la seule force qui a su unifier « beaufs » et « barbares » ***du monde entier*** dans la lutte contre l'impérialisme mondial. ■

LE BOLCHEVIK

Misère des « théories décoloniales »

Comment unifier les travailleurs ?

Une critique de *Beaufs et barbares* d'Houria Bouteldja

Le dernier livre d'Houria Bouteldja, ancienne porte-parole du Parti des indigènes de la République, fait l'objet d'un débat au sein de la gauche, Révolution permanente lui ayant notamment dédié une longue critique. Il s'agit d'une question clé pour les révolutionnaires. La classe ouvrière dans son ensemble fait face à des attaques brutales, et la période à venir, caractérisée par la montée de la réaction presque partout dans le monde, promet d'être encore plus sombre. L'emprise du Rassemblement national, spécialement parmi les travailleurs, ne cesse de croître. Les « barrages républicains » des mélenchonistes venant à la rescousse de la macronie et du PS, ainsi que la récente condamnation de Marine Le Pen à l'inéligibilité (une mesure anti-démocratique désespérée d'un establishment libéral aux abois), n'ont eu pour effet que de renforcer l'autorité des racistes du RN comme la seule force d'opposition « anti-système ». L'extrême gauche s'accroche au libéralisme moribond et refuse de changer de cap. Le mouvement ouvrier se trouve ainsi profondément divisé, affaibli et politiquement désarmé.

Les minorités opprimées, en particulier la minorité musulmane, sont la cible privilégiée de tout le spectre politique allant du RN jusqu'aux laïcards du PS. La « lutte contre l'islamisme » et l'« immigration illégale » est l'outil principal des capitalistes de toutes colorations politiques pour diviser les travailleurs. Le combat contre l'oppression des musulmans est en France ***absolument crucial*** pour l'unification et la défense de la classe ouvrière tout entière. Dans ce cadre, Houria Bouteldja a le mérite de reconnaître que « *la gauche radicale et l'antiracisme politique sont devenus insignifiants* » et elle propose une stratégie pour unir « beaufs » (les travailleurs blancs) et « barbares » (les minorités opprimées).

En cherchant à effectuer cette unification, Bouteldja a aussi le mérite d'aller à l'encontre de la ligne de LFI, en dépit de son soutien enthousiaste au mélenchonisme. En effet, selon Clémence Guetté, députée et idéologue de LFI, il serait « *illusoire* » d'avoir une stratégie pour essayer de gagner (ou ***re***gagner) à la gauche ne serait-ce qu'une partie des actuels électeurs du RN, notamment au sein de la classe ouvrière (voir *Le Bolchévik* n° 237, novembre 2024).

Taghrib (APT)

Gilets jaunes en train de prendre conscience de leur « privilège blanc ».

Cela dit, la stratégie mise en avant par Bouteldja est condamnée à l'échec. Le problème de fond, c'est qu'elle se base non sur les intérêts matériels des travailleurs (blancs ou non) mais sur une analyse complètement idéaliste des rapports sociaux, à commencer par le mythe réactionnaire du « privilège blanc ». Voici la thèse centrale de Bouteldja : « *L'indifférence est un trait de l'humanité blanche parce que tout Blanc, aussi pauvre soit-il, sait d'instinct que cet ordre lui est bénéfique.* » Selon elle, l'idéologie raciste parmi les « petits blancs » reflète « *la conscience de leurs intérêts immédiats* ».

Sur cette base, elle décrit le processus de construction d'un « *État racial intégral* » fondée sur un « *pacte racial* » qui unifie, selon elle, tous les blancs. Réfléchissons : si le système impérialiste et l'oppression raciale qui va avec étaient dans l'intérêt matériel des « beaufs », Guetté aurait raison et il serait en effet ***illusoire*** d'envisager de les unifier avec les « barbares ». Heureusement, l'« analyse » de Bouteldja, tout comme celle de Guetté, est complètement fausse.

Voici quelques-unes des contradictions flagrantes de Bouteldja : elle reconnaît, comme presque tout le monde maintenant, les effets délétères sur les classes ouvrières d'Europe du libéralisme de l'UE et de la désindustrialisation. Elle reconnaît l'importance de la révolte des Gilets jaunes, brutalement réprimée par l'État et qui a causé pas mal de sympathie entre eux et les quartiers. Elle fait le constat de l'incapacité de l'extrême gauche (y compris nous-mêmes à l'époque) de mettre en avant un programme de lutte capable d'unir villes et campagnes, en particulier dans le cadre de la lutte contre la réforme des retraites. Mais elle continue à marteler sur le « privilège blanc ». Fait remarquable, Bouteldja constate la profonde crise de l'extrême gauche, mais elle refuse de faire le moindre bilan du mouvement décolonial lui-même, qui reste une force insignifiante constituée d'intellectuels totalement isolés des quartiers.

Bouteldja montre beaucoup de respect pour Marx et Lénine, mais elle rejette en réalité toutes les prémisses du marxisme, ainsi que ses conclusions révolutionnaires. Là où Engels et Lénine nous ont appris que l'État est le produit des antagonismes inconciliables des différentes classes, constitué en essence de bandes d'hommes armés pour maintenir le pouvoir d'une classe sociale par la violence, Bouteldja nous présente « *l'État racial intégral* », une entité floue englobant la totalité de la société (blanche, bien évidemment). Assez comiquement, elle refuse de « *délivrer un certificat de décolonialité absolue à Lénine tant sa défense de l'autodétermination des peuples opprimés était conditionnée par l'exigence de leur conformité aux intérêts du prolétariat*

Suite page 14